



Tableau de bord du marché du travail luxembourgeois

Indicateurs relatifs aux flux de main-d'œuvre

Période de référence : janvier 2024 - janvier 2025

Date de parution : mai 2025

Liste des indicateurs

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)	2
2. La saisonnalité des flux de main-d'œuvre salariée	3
3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	4
4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre	6
5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge	9
6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence	13
7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat	16
8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum	19
Note méthodologique	22
ANNEXES	23

Les chiffres des flux annuels depuis 2009 sont disponibles sur la page suivante :

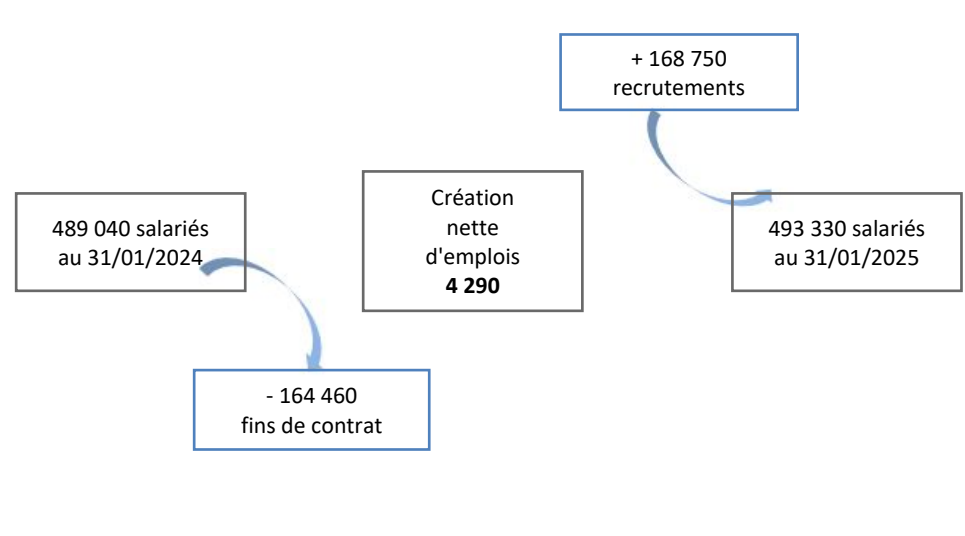
<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/Tableaux-interactifs-flux-emploi/index.html>

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, tous les effectifs présentés dans ce tableau de bord sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure.

Les explications et les précautions d'utilisation de ces chiffres sont détaillées dans la note méthodologique.

1. Les flux de main-d'œuvre salariée : nombre de recrutements et de fins de contrat (y compris emplois intérimaires)

1.1. Flux et création nette d'emplois salariés



Au 31 janvier 2025, il y avait 493 330 salariés au Luxembourg contre 489 040 au 31 janvier 2024. Entre ces deux dates, on observe 168 750 recrutements et 164 460 fins de contrat (dont près de 3 110 départs à la retraite¹). Le solde entre les recrutements et les fins de contrat (appelé création nette d'emplois salariés) est de 4 290 salariés. L'emploi salarié a donc augmenté de 4 290 unités sur la période étudiée, soit une progression de 0,9%.

1.2. Poids de l'emploi intérimaire dans les flux de main-d'œuvre salariée

	Recrutements (1)	Fins de contrat (2)	Création nette d'emplois salariés (3)=(1)-(2)
Salariés hors intérimaires	142 040	137 720	4 320
Salariés intérimaires	26 710	26 740	- 30
Total	168 750	164 460	4 290

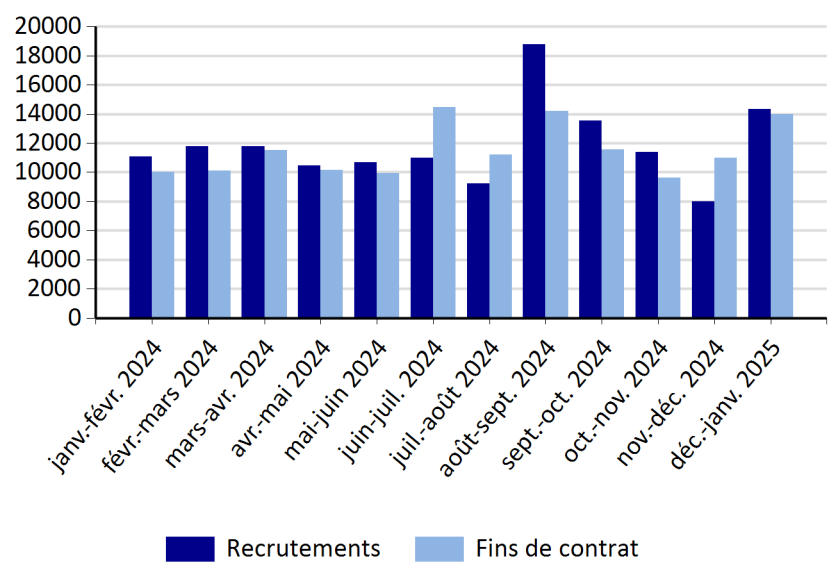
Sur l'ensemble des recrutements réalisés, 16% concernent des emplois salariés intérimaires tandis que 84% concernent des emplois salariés non intérimaires.

Pour les fins de contrat, ces chiffres s'établissent à 16% et 84%. Notons que parmi l'ensemble des salariés travaillant au Luxembourg au 31 janvier 2025, 1,3% occupent un emploi salarié intérimaire (soit 6 260 personnes).

¹Ce nombre de départs à la retraite ne comprend pas les retraites du régime statutaire (fonctionnaires et employés de l'Etat) car les données ne sont pas encore disponibles pour la période étudiée. En se basant sur les données des 12 mois antérieurs, on peut estimer à quelque 600 les départs à la retraite du régime statutaire.

2. La saisonnalité des flux de main-d’œuvre salariée²

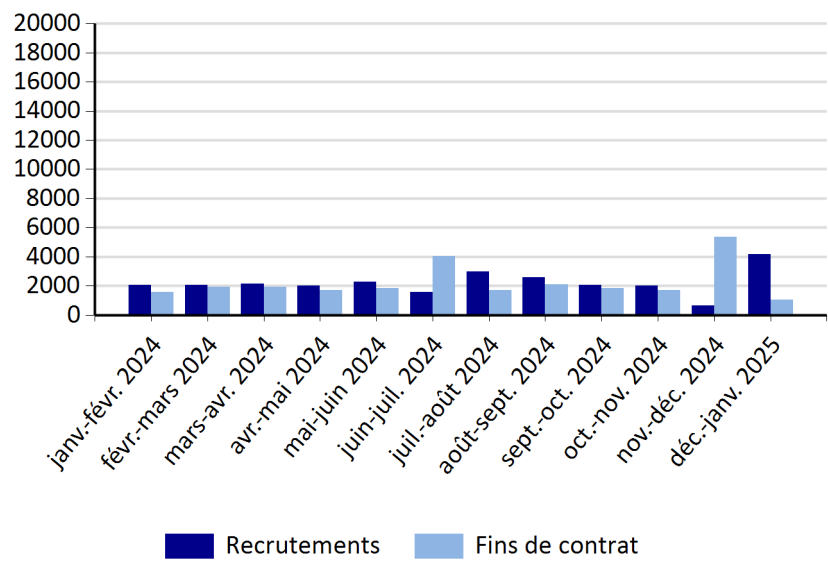
Salariés non intérimaires



Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés non intérimaires oscille entre 7 990 et 18 780 ; celui des fins de contrat, entre 9 640 et 14 450.

Guide de lecture : Entre janvier et février 2024, on observe 11 060 recrutements et 10 010 fins de contrat pour les salariés non intérimaires.

Salariés intérimaires

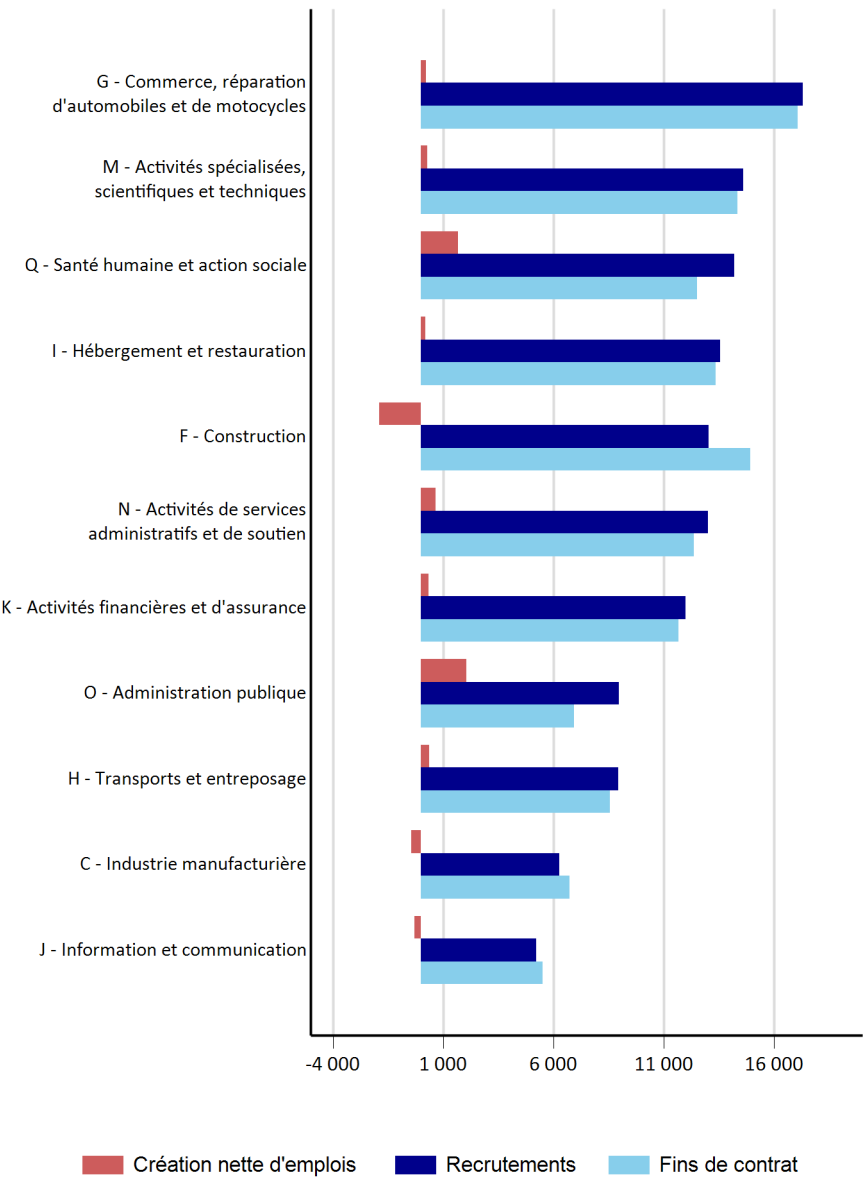


Selon les mois, le nombre de recrutements de salariés intérimaires oscille entre 660 et 4 170 ; celui des fins de contrat, entre 1 070 et 5 340.

²Les chiffres correspondant au point 2 sont présentés dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe.

3. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité³

3.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité



Avec respectivement 17 300, 14 600, 14 190 et 13 550 recrutements, les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques", "Santé humaine et action sociale" ainsi que "Hébergement et restauration" sont ceux qui ont le plus recruté entre janvier 2024 et janvier 2025.

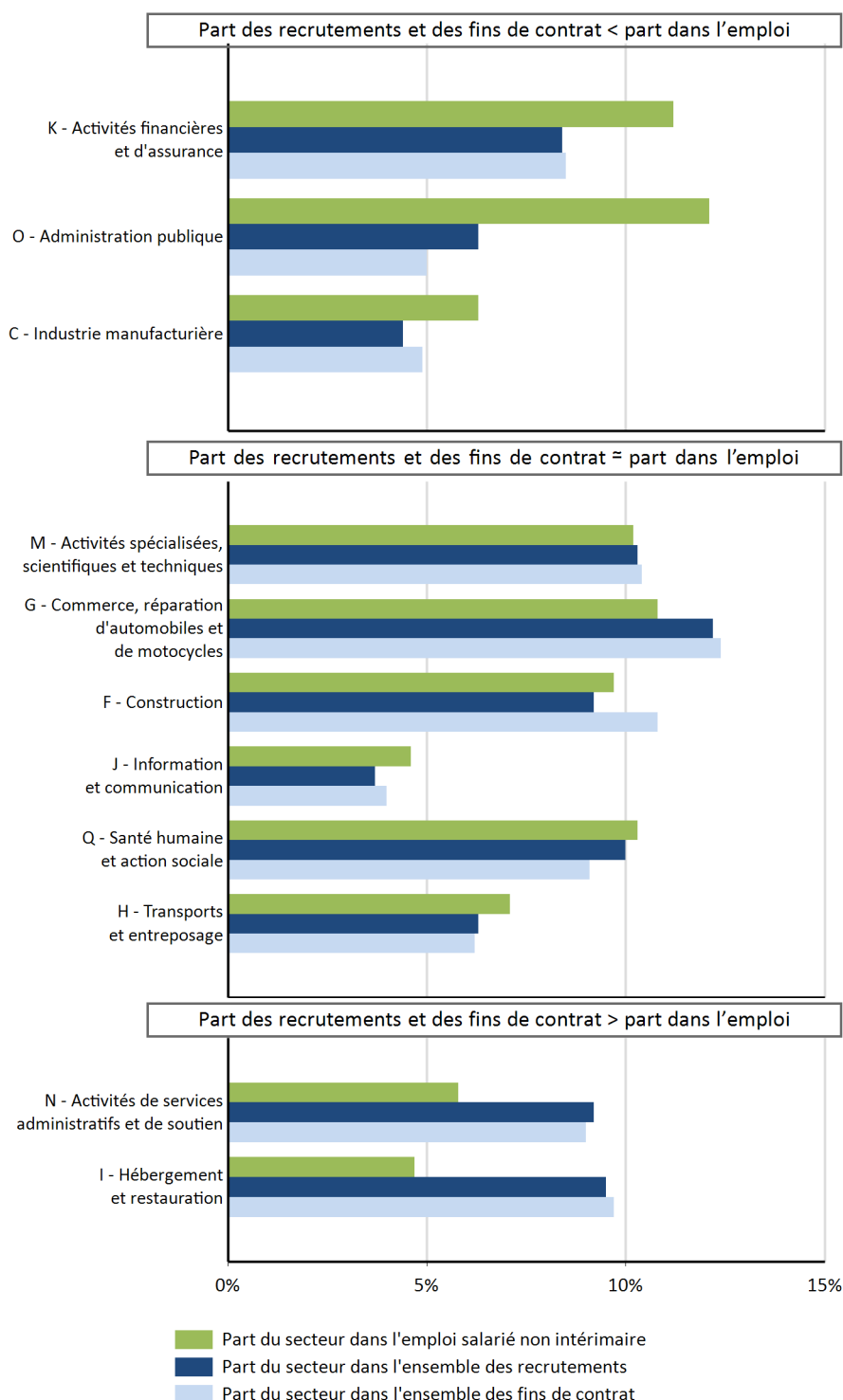
On observe le plus grand nombre de fins de contrat dans les secteurs "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", "Construction", "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" et "Hébergement et restauration".

Dans tous les secteurs présentés ici sauf 3 d'entre eux, le solde entre les recrutements et les fins de contrat est positif ; autrement dit, ils sont tous créateurs d'emplois sauf 3, même s'ils le sont dans des mesures très différentes.

Guide de lecture : Pour le secteur "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles", le nombre de recrutements entre janvier 2024 et janvier 2025 s'élève environ à 17 300, le nombre de fins de contrat à 17 080. La création nette d'emplois, qui correspond à la différence entre le nombre de recrutements et le nombre de fins de contrat, est de 220.

³Les secteurs mentionnés ici sont ceux qui représentent plus de 4% de l'emploi salarié non-intérimaire. Les chiffres relatifs à tous les secteurs se trouvent dans le tableau 3 de l'annexe.

3.2. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le poids du secteur d'activité dans l'emploi



La part que représente chaque secteur dans les flux de main-d'œuvre ne correspond pas toujours à la part qu'il représente dans l'emploi.

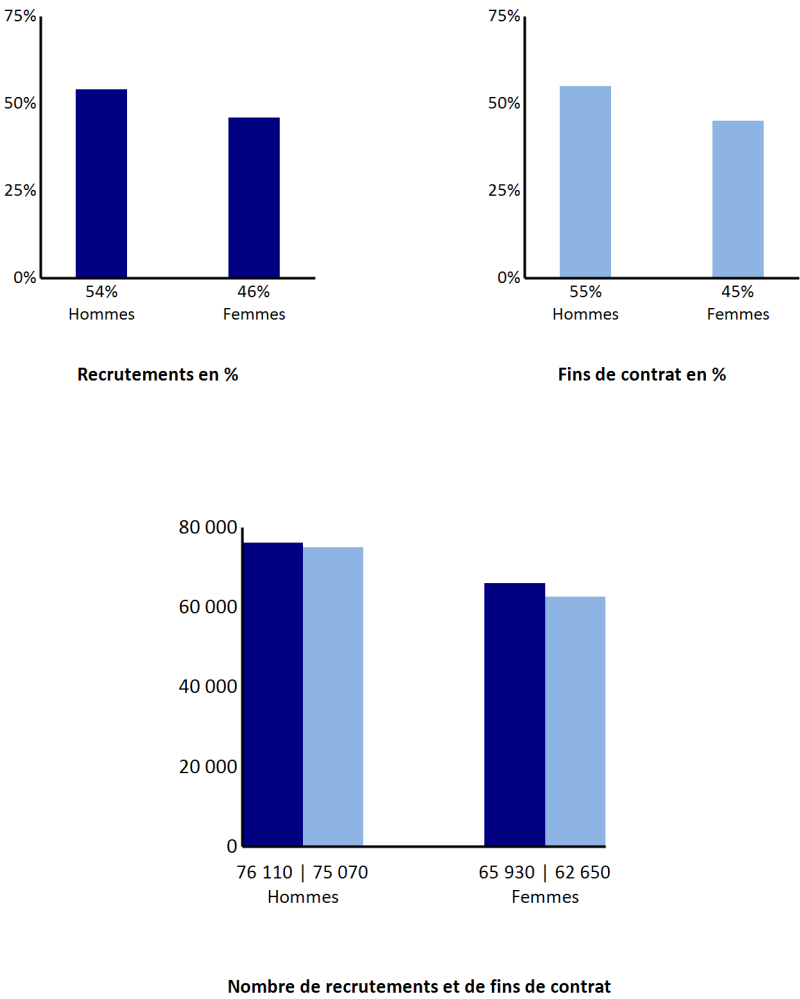
La différence entre les deux s'explique par la dynamique de l'emploi dans le secteur. Cette dynamique résulte du jeu simultané de la destruction et de la création d'emplois mais surtout de la rotation de la main-d'œuvre sur les postes existants : les secteurs employant du personnel peu qualifié (comme l'HORECA ou les activités de services administratifs ou de soutien) ont traditionnellement une rotation sur postes existants plus élevée que les secteurs nécessitant une main-d'œuvre qualifiée, ce qui explique que la part que ces secteurs représentent dans les recrutements et les fins de contrat soit supérieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié.

Guide de lecture : les secteurs d'activité sont classés en trois groupes. Le 1^{er} rassemble les secteurs dans lesquels la part qu'ils représentent dans les recrutements et les fins de contrat est inférieure à celle qu'ils représentent dans l'emploi salarié. Le 2^{ème} groupe rassemble les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est identique à la part du secteur dans l'emploi. Le dernier groupe contient les secteurs où la part dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part du secteur dans l'emploi.

Dans le 1^{er} groupe par exemple, le secteur "Administration publique", qui occupe 12% des salariés (hors intérimaires), représente 6% des recrutements et 5% des fins de contrat.

4. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le genre⁴

4.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon le genre



Parmi les 142 040 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2024 et janvier 2025, 46% concernent une femme. La part des femmes respectivement dans les recrutements et les fins de contrat est supérieure à la part qu'elles représentent dans l'emploi salarié (42%). Cette surreprésentation des femmes dans les flux de main-d'œuvre s'explique notamment par le fait qu'elles sont proportionnellement plus présentes que les hommes dans les professions ayant un fort turn over.

Qu'il s'agisse des hommes et des femmes, la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) est positive. Ainsi, entre janvier 2024 et janvier 2025, le nombre d'hommes salariés (hors intérimaires) sur le marché du travail a augmenté de 1 040 unités, ce chiffre s'établissant à 3 280 pour les femmes.

Pour les hommes, la création nette d'emplois représente 1% des recrutements (= 1 040/76 110) et 5% pour les femmes.

Guide de lecture :

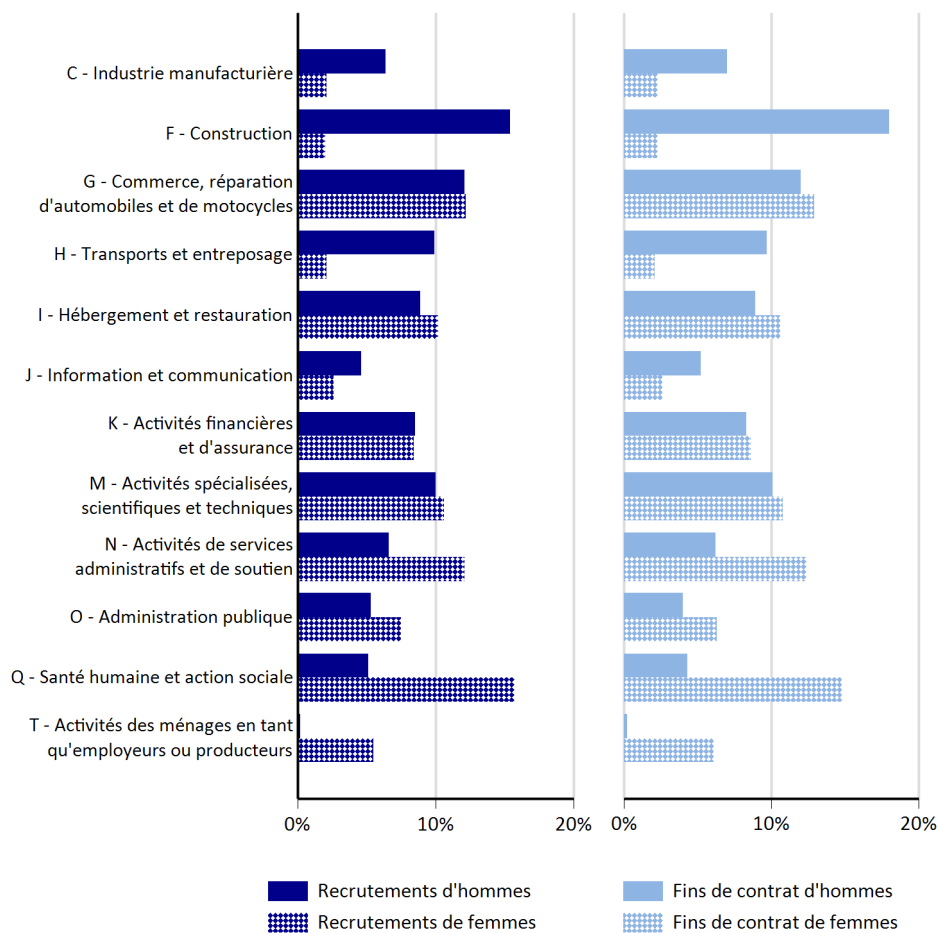
1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 54% des concernent des hommes et 46% des femmes.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 55% concernent des hommes et 45% des femmes.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 76 110 concernent des hommes. C'est le cas de 75 070 fins de contrat.

⁴Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 4 de l'annexe.

4.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et le genre



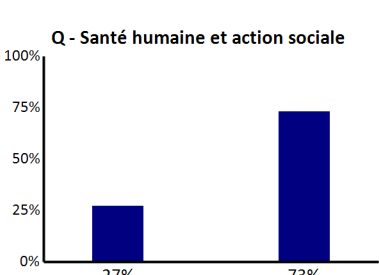
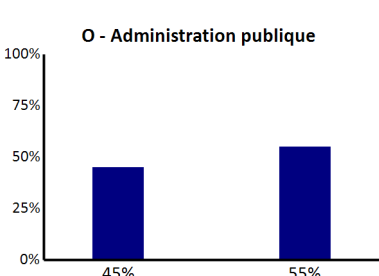
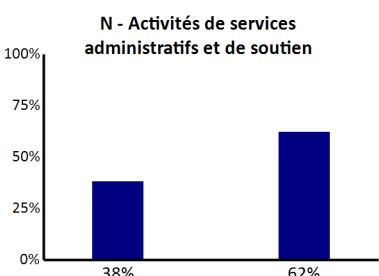
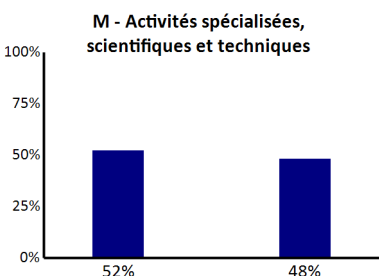
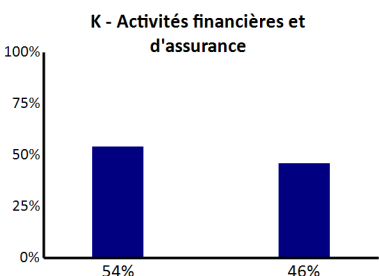
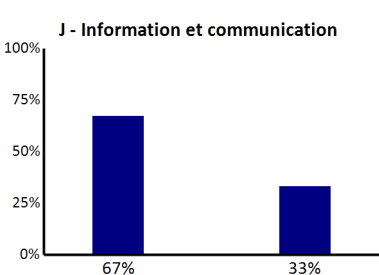
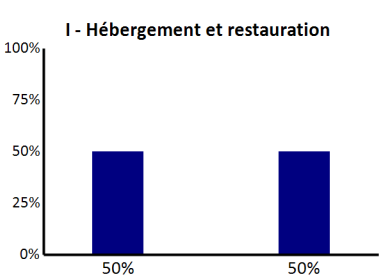
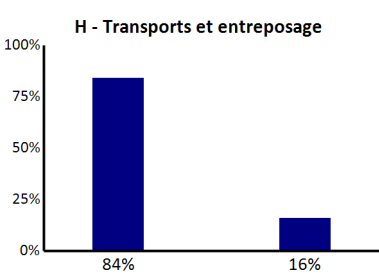
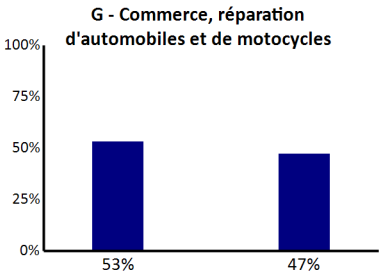
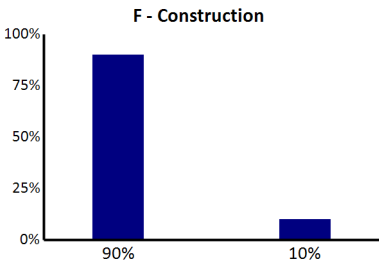
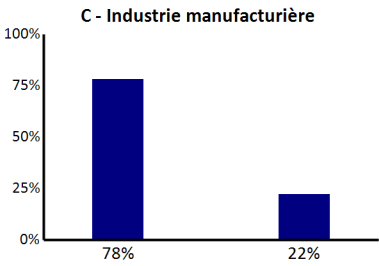
Les trois secteurs qui recrutent le plus de femmes sont "Santé humaine et action sociale", "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et "Activités de services administratifs et de soutien", qui représentent 16%, 12% et 12% des recrutements féminins (hors intérimaires).

La part que représente certains secteurs dans les recrutements féminins est très différente de la part qu'ils représentent dans les recrutements masculins. Par exemple, le secteur "Santé humaine et action sociale" représente 16% des recrutements féminins contre 5% des recrutements masculins. A l'inverse, le secteur "Information et communication" représente 5% des recrutements masculins contre 3% des recrutements féminins.

Notons, pour les femmes, le nombre important de recrutements (3 610) liés à des emplois de femmes de ménage dans les ménages privés.

Guide de lecture : Les recrutements de femmes dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements féminins. Les recrutements d'hommes dans le même secteur représentent 6% de l'ensemble des recrutements masculins.

4.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le genre



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les deux groupes de main-d'œuvre, femmes et hommes, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

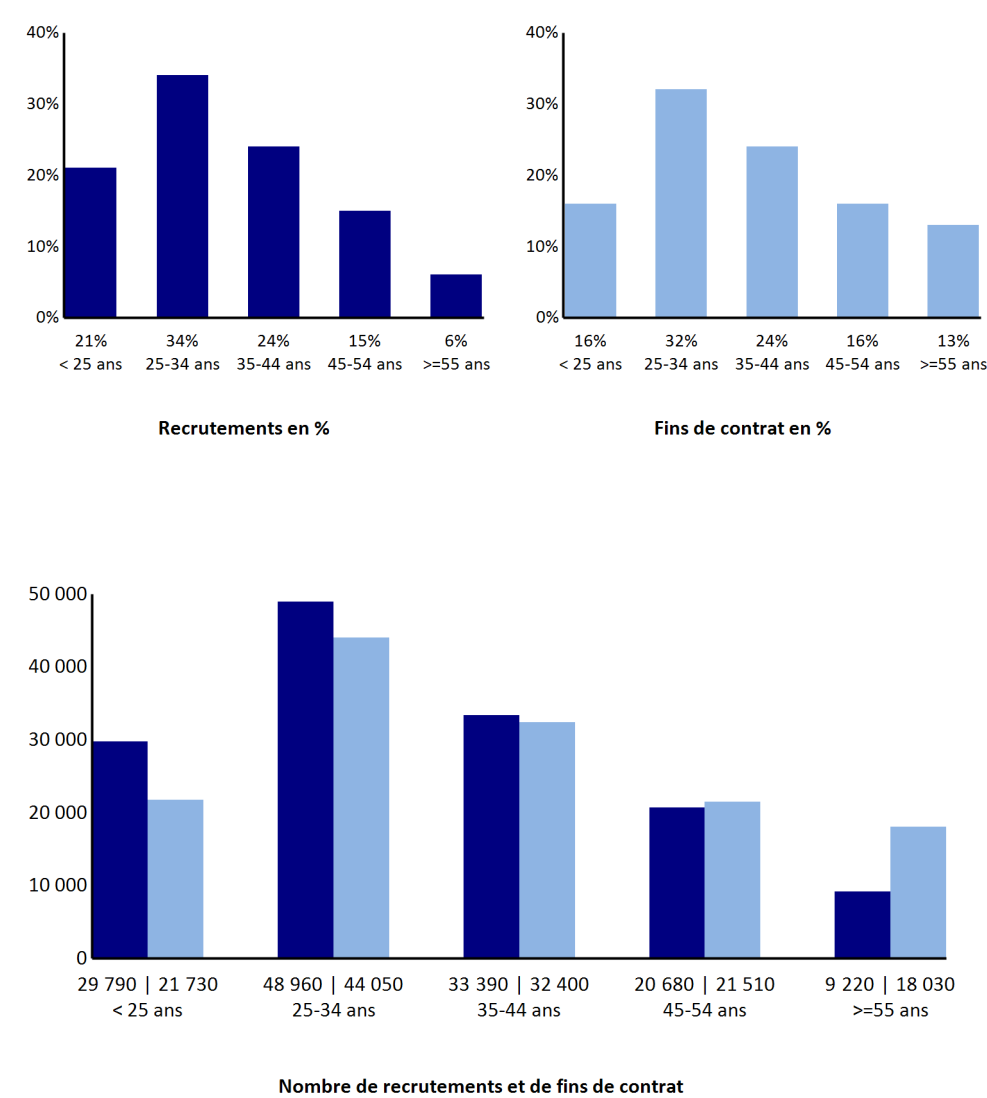
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de femmes dans les recrutements. Par exemple "Santé humaine et action sociale", "Activités de services administratifs et de soutien" et "Administration publique" où elles représentent respectivement 73%, 62% et 55% des recrutements.

Dans d'autres secteurs, on observe une forte concentration d'hommes. Ces derniers représentent 90% des recrutements réalisés dans "Construction", 84% dans "Transports et entreposage" et 78% dans "Industrie manufacturière".

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2024 et janvier 2025, 78% concernent des hommes et 22% des femmes.

5. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon l'âge⁵

5.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon l'âge



Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 21% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 16% concernent des jeunes de moins de 25 ans.

3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 29 790 recrutements concernent des jeunes de moins de 25 ans. C'est le cas de 21 730 fins de contrat.

Parmi les 142 040 recrutements réalisés entre janvier 2024 et janvier 2025, 21% concernent les personnes de moins de 25 ans, 34% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 15% les 45-44 ans et 6% les 55 ans et plus.

Parmi les 137 720 fins de contrat, 16% concernent les personnes de moins de 25 ans, 32% les 25-34 ans, 24% les 35-44 ans, 16% les 45-44 ans et 13% les 55 ans et plus.

On observe le plus grand nombre de recrutements (48 960) chez les 25-34 ans.

Les fins de contrat les plus nombreuses (44 050) concernent les personnes de 25-34 ans.

Si l'on compare la part que représente chaque classe d'âge dans les flux de main-d'œuvre avec celle qu'elle représente dans l'emploi salarié, on constate que :

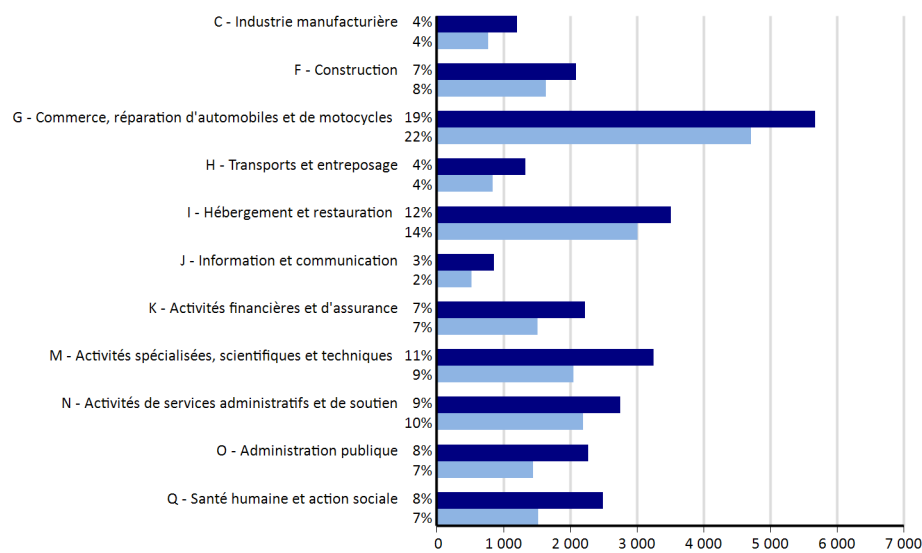
- Les plus jeunes sont surreprésentés dans les flux puisqu'ils représentent 6% dans l'emploi salarié. Cette situation s'explique notamment par la plus forte mobilité des jeunes qui démarrent fréquemment leur carrière par des CDD.
- Les 25-34 ans sont surreprésentés dans les flux (26% dans l'emploi salarié)
- Les 35-44 ans sont sous-représentés dans les flux (29% dans l'emploi salarié)
- Les 45-54 ans sont sous-représentés dans les flux (26% dans l'emploi salarié)
- Les 55 ans et plus sont sous-représentés dans les recrutements et la part qu'ils représentent dans les fins de contrat est la même que dans l'emploi salarié (ils représentent 13% dans l'emploi salarié).

Si l'on calcule la création nette d'emplois (solde entre le nombre de recrutements et de fins de contrat) en fonction de l'âge, on observe qu'elle diminue à mesure que l'âge augmente. Elle s'élève à 8 060 pour les plus jeunes, diminue respectivement à 4 910 et 990 pour les classes 25-34 ans et 35-44 ans. Pour les 45-54 ans, elle est nulle et devient négative pour les 55 ans et plus, du fait des départs à la retraite.

⁵Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 5 de l'annexe.

5.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon le secteur d'activité et l'âge

< 25 ans

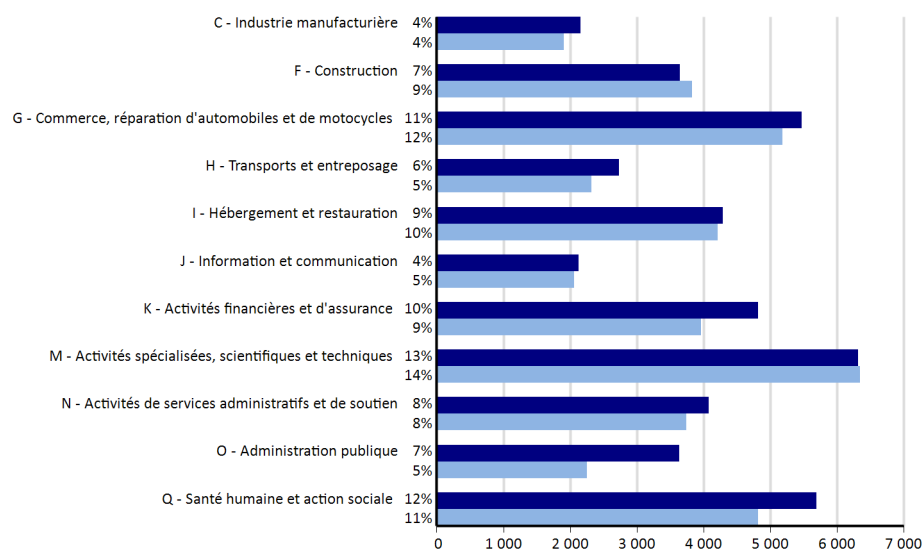


Les trois secteurs qui recrutent le plus de personnes de moins de 25 ans sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui représente 19% des recrutements des moins de 25 ans), "Hébergement et restauration" (12%) et "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (11%).

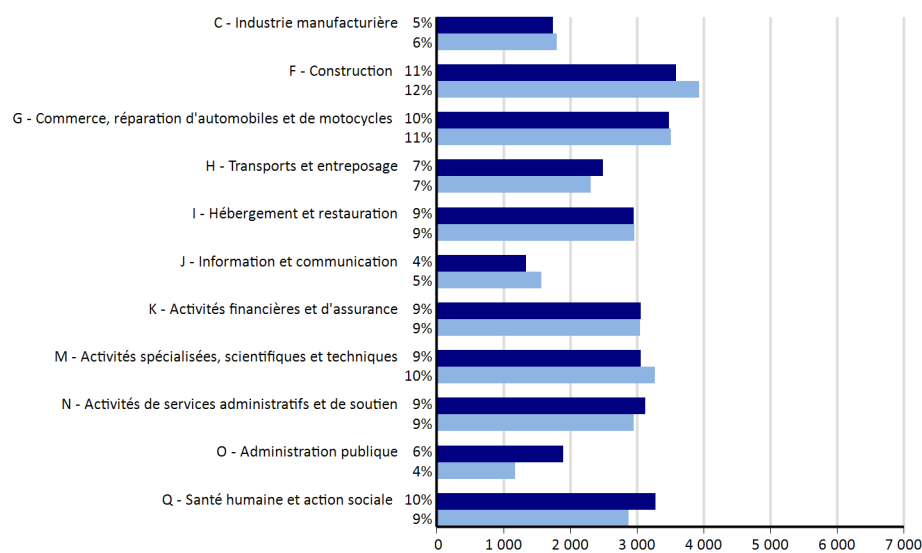
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 25-34 ans sont "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (13%), "Santé humaine et action sociale" (12%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de 35-44 ans sont "Construction" (11%), "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (10%) et "Santé humaine et action sociale" (10%).

25-34 ans

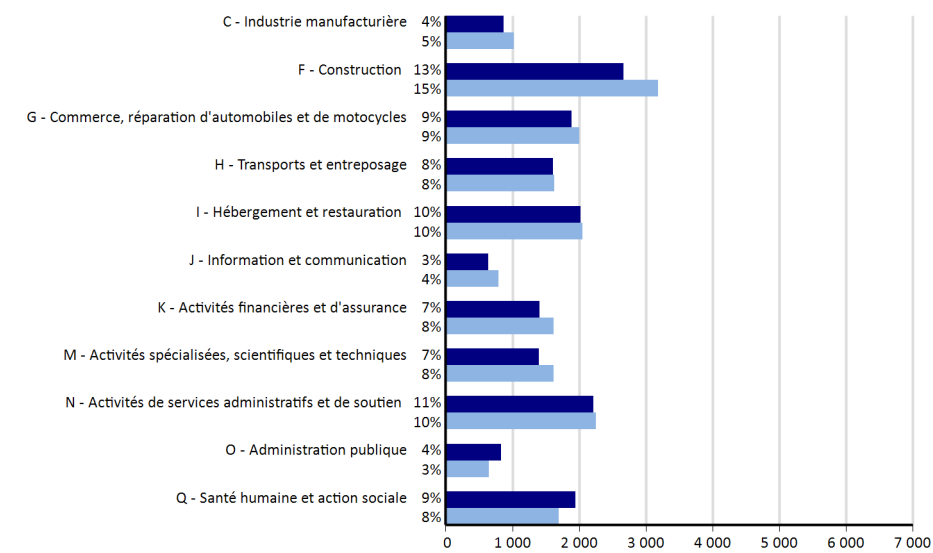


35-44 ans



■ Nombre de recrutements
■ Nombre de fins de contrat

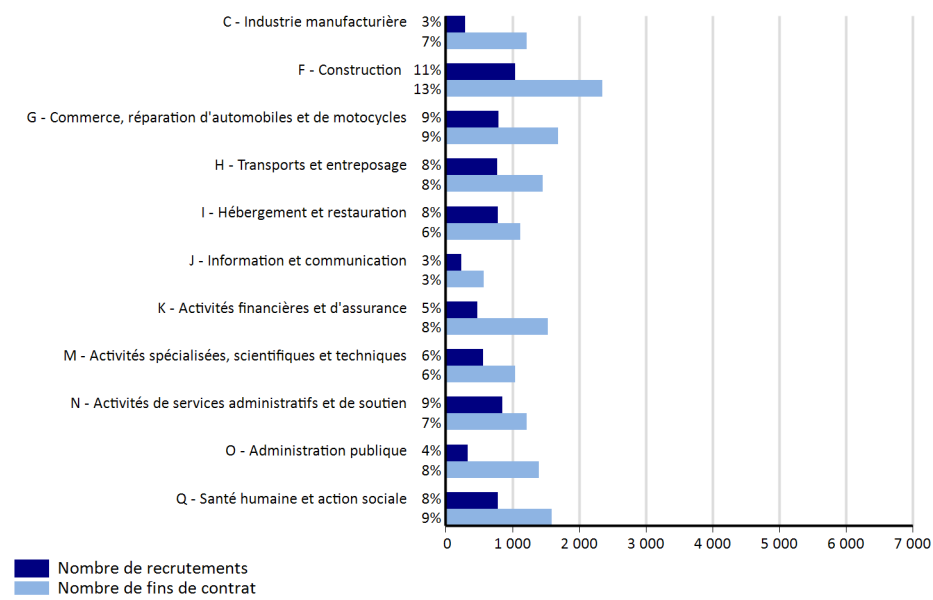
45-54 ans



Les trois secteurs qui recrutent le plus de 45-54 ans sont "Construction" (13%), "Activités de services administratifs et de soutien" (11%) et "Hébergement et restauration" (10%).

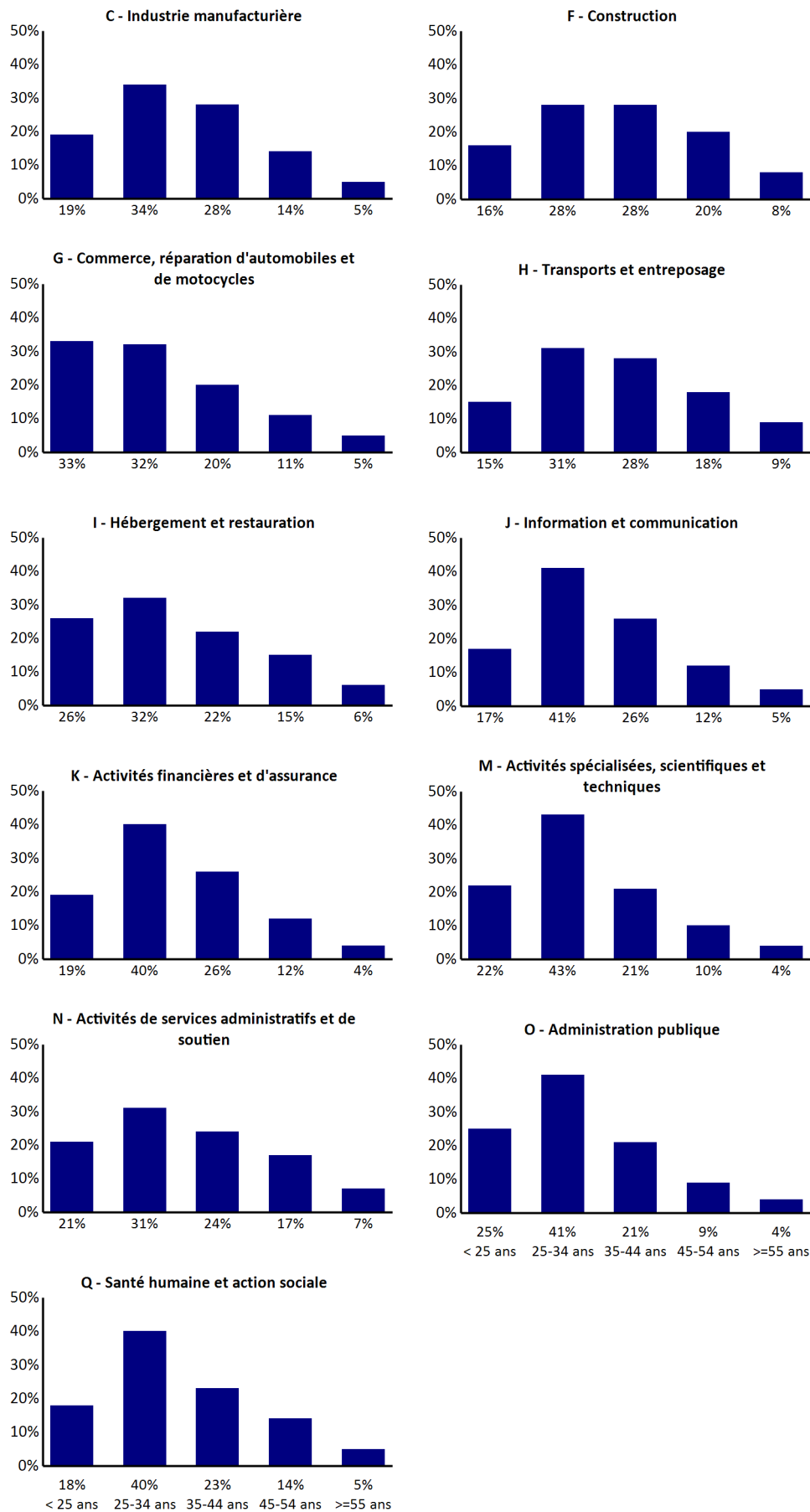
Les trois secteurs qui recrutent le plus de 55 ans et plus sont "Construction" (11%), "Activités de services administratifs et de soutien" (9%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (9%).

>=55 ans



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements concernant des moins de 25 ans, 1 210 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des recrutements concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 29 790). Parmi l'ensemble des fins de contrat concernant des moins de 25 ans, 770 sont effectués dans "Industrie manufacturière", ils représentent 4% de l'ensemble des fins de contrat concernant les moins de 25 ans (qui s'élèvent à 21 730).

5.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon l'âge



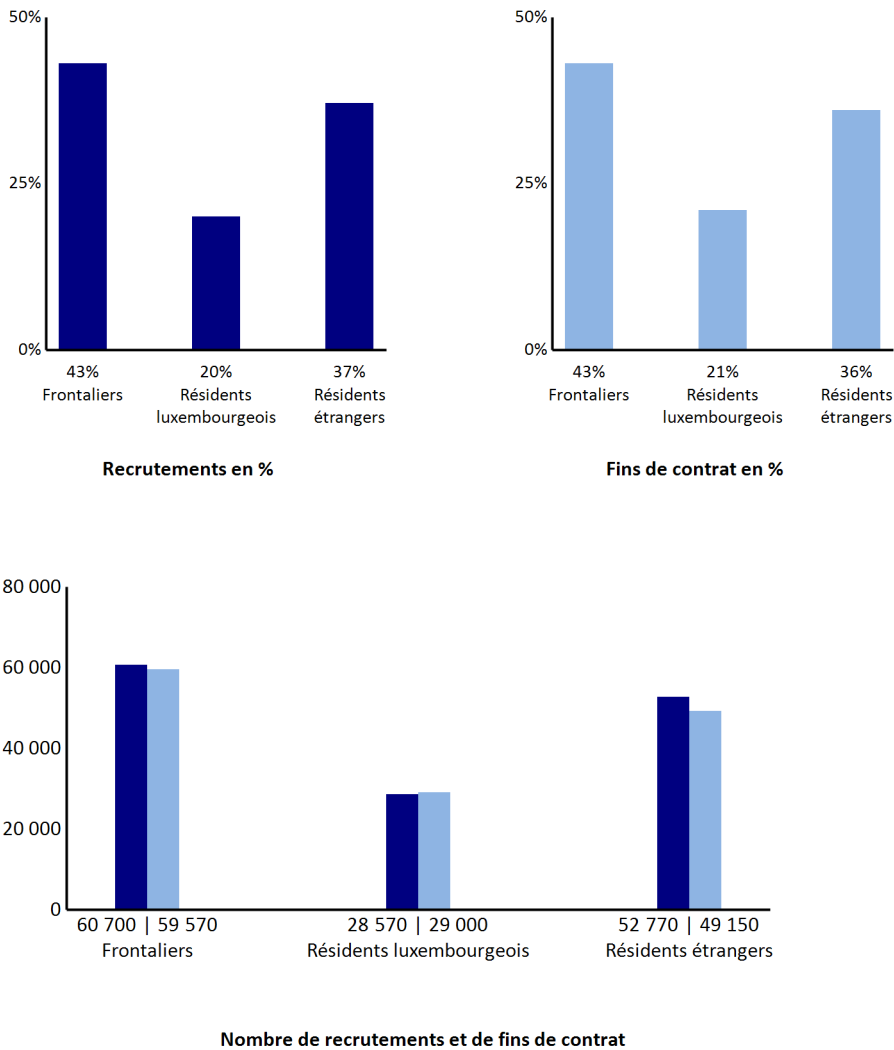
Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés.

Dans tous les secteurs, l'ordre dans lequel s'organise les différentes classes d'âge est le même : ce sont toujours les 25-34 ans qui représente la part des recrutements la plus élevée et les 55 ans et plus la plus faible.

Guide de lecture : 19% des recrutements réalisés dans "Industrie manufacturière" concernent des moins de 25ans, 34% des 25-34 ans.

6. Les flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon la nationalité et la résidence⁶

6.1. Répartition globale des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence



Parmi les 142 040 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2024 et janvier 2025, 43% ont concerné des frontaliers, 20% des résidents luxembourgeois et 37% des résidents de nationalité étrangère. Parmi les 137 720 fins de contrat observées au cours de la même période, 43% ont concerné des frontaliers, 21% des résidents luxembourgeois et 36% des résidents de nationalité étrangère.

En calculant la différence entre recrutements et fins de contrat (création nette d'emplois), on observe que la situation est différente pour les résidents de nationalité luxembourgeoise par rapport aux résidents étrangers et aux frontaliers.

En effet, alors que pour les deux derniers groupes, la création nette d'emplois s'élève respectivement à 3 620 et 1 130, elle est plus faible pour les résidents luxembourgeois.

Cette situation s'explique en partie par des départs à la retraite beaucoup plus nombreux chez les résidents de nationalité luxembourgeoise, ce qui tient notamment au fait que les frontaliers et les résidents étrangers sont en moyenne plus jeunes que les résidents luxembourgeois⁷. En effet, les résidents luxembourgeois enregistrent quelque 700 départs à la retraite supplémentaires par rapport aux frontaliers et 1 100 par rapport aux résidents de nationalité étrangère⁸.

Guide de lecture :

1^{er} graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 43% concernent des frontaliers.

2^e graphique : Parmi l'ensemble des fins de contrat effectuées entre janvier 2024 et janvier 2025, 43% concernent des frontaliers.

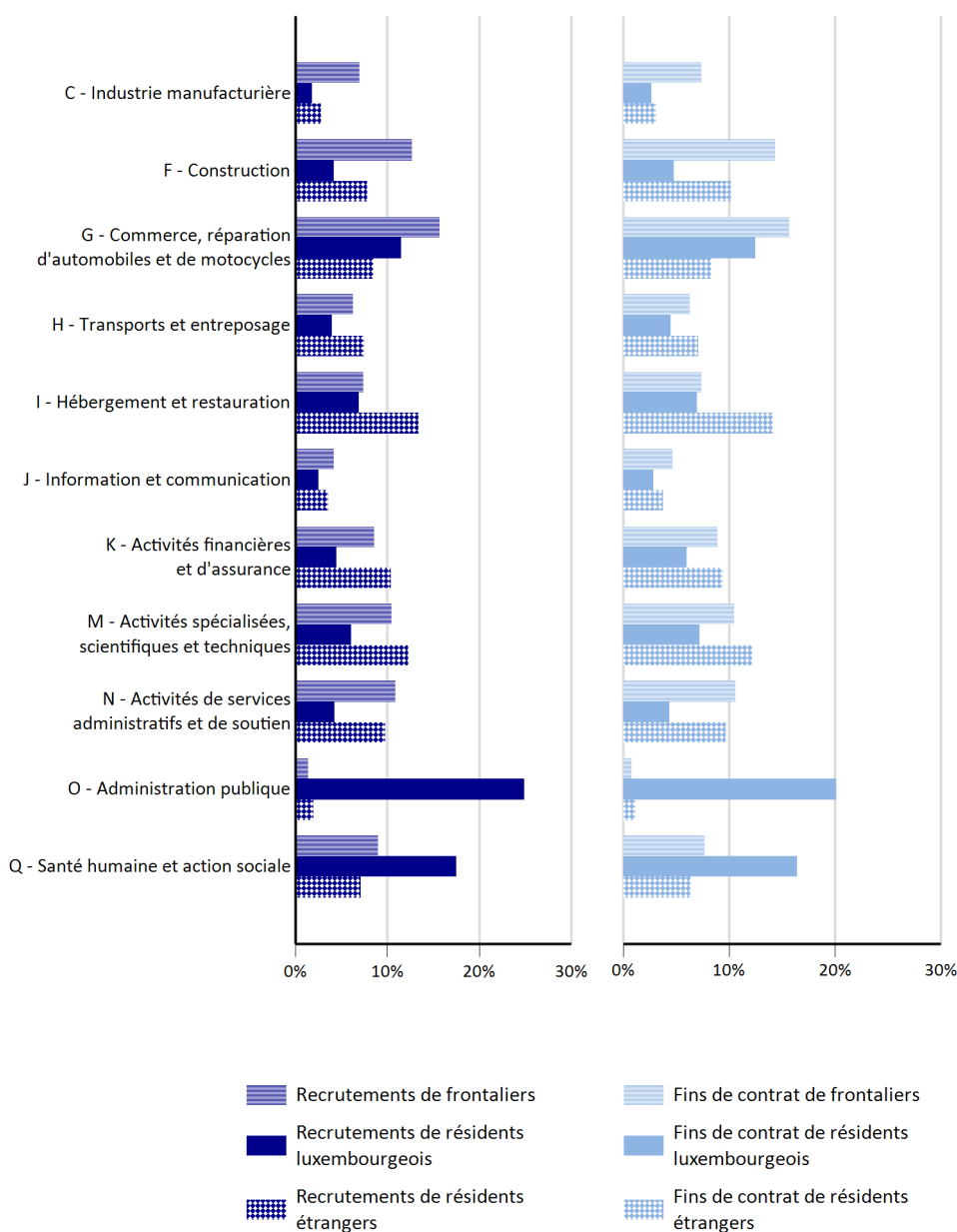
3^e graphique : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 60 700 recrutements concernent des frontaliers. C'est le cas de 59 570 fins de contrat.

⁶Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 6 de l'annexe.

⁷Si nous comparons les stocks (et non les flux) d'emplois salariés à deux dates différentes, en l'occurrence janvier 2024 et janvier 2025, nous mettons en évidence une augmentation du nombre de salariés résidents de nationalité luxembourgeoise de 2 010 unités. Comme nous venons de le montrer, cette augmentation ne s'explique pas par un solde positif entre recrutements et fins de contrat, mais par le phénomène des naturalisations qui touchent un grand nombre d'actifs en emploi. En effet, parmi les résidents travaillant au Luxembourg en janvier 2024 et en janvier 2025, 2 590 résidents qui étaient de nationalité étrangère en janvier 2024 avaient acquis la nationalité luxembourgeoise en janvier 2025.

⁸Ces chiffres tiennent compte d'une estimation du nombre de départs vers le régime de pension statutoire (fonctionnaires et employés de l'Etat).

6.2. Structure des recrutements et des fins de contrat selon la nationalité et la résidence et selon le secteur d'activité



Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents luxembourgeois sont "Administration publique" (qui représente 25% des recrutements de résidents luxembourgeois), "Santé humaine et action sociale" (18%) et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (12%).

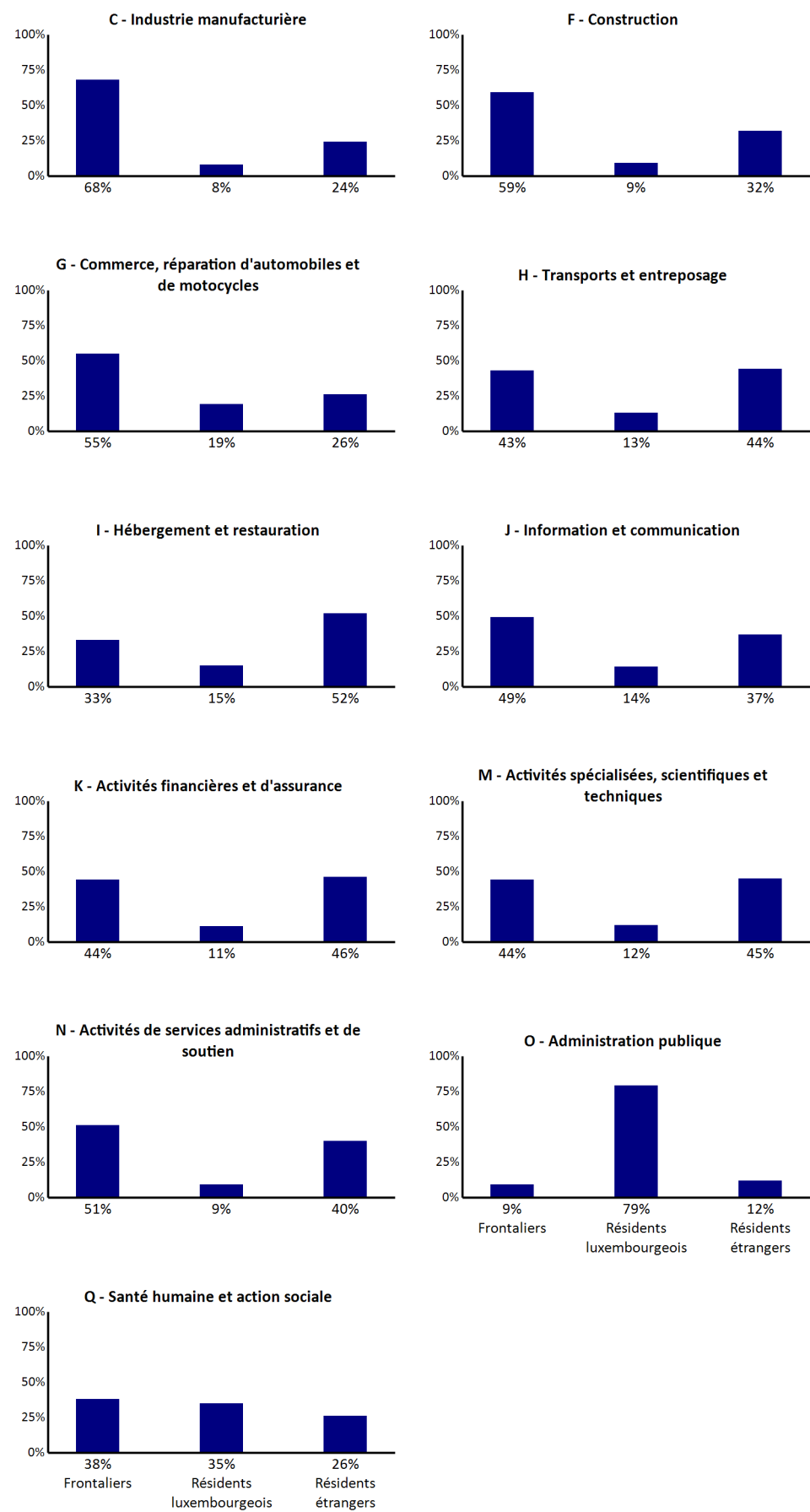
Les trois secteurs qui recrutent le plus de frontaliers sont "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (16%), "Construction" (13%) et "Activités de services administratifs et de soutien" (11%).

Les trois secteurs qui recrutent le plus de résidents étrangers sont "Hébergement et restauration" (13%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (12%) et "Activités financières et d'assurance" (10%).

Globalement, la part que représente chaque secteur dans l'ensemble des fins de contrat concernant les frontaliers, les résidents luxembourgeois et étrangers est très proche de celle qu'il représente dans les recrutements.

Guide de lecture : Les recrutements de résidents luxembourgeois dans le secteur "Industrie manufacturière" représentent 2% de l'ensemble des recrutements de résidents luxembourgeois. Les recrutements de résidents étrangers dans ce secteur représentent 3% de l'ensemble des recrutements de résidents étrangers. Pour les frontaliers, ce chiffre s'établit à 7%.

6.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la nationalité et la résidence



Les graphiques ci-contre représentent, pour les secteurs d'activité les plus importants en termes d'emplois, la structure des recrutements qui y sont réalisés. Ces graphiques illustrent le fait que les trois groupes de main-d'œuvre, frontaliers, résidents luxembourgeois et résidents étrangers, se positionnent de façon très différenciée selon les secteurs d'activité.

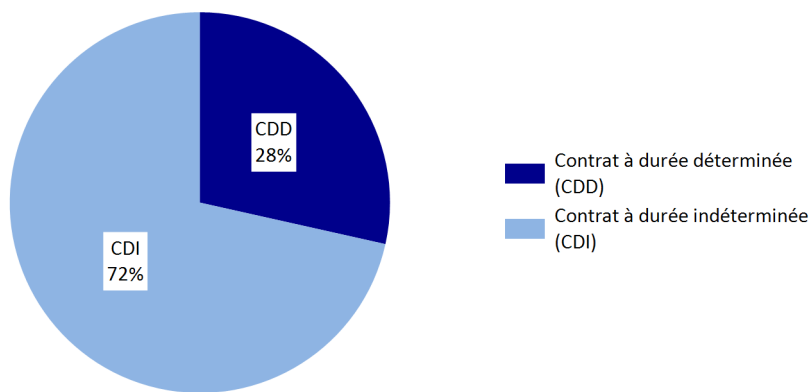
Certains secteurs se caractérisent par une très forte concentration de frontaliers dans les recrutements, par exemple "Industrie manufacturière", "Construction" et "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles".

Dans d'autres secteurs, on observe soit une forte concentration de résidents étrangers (ces derniers représentent par exemple 52% des recrutements réalisés dans "Hébergement et restauration"), soit une forte concentration de résidents luxembourgeois (comme dans "Administration publique" ou "Santé humaine et action sociale" où ils représentent respectivement 79% et 35% des recrutements).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2024 et janvier 2025, 68% concernent des frontaliers, 8% des résidents luxembourgeois et 24% des résidents étrangers.

7. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le type de contrat⁹

7.1. Répartition globale des recrutements selon le type de contrat

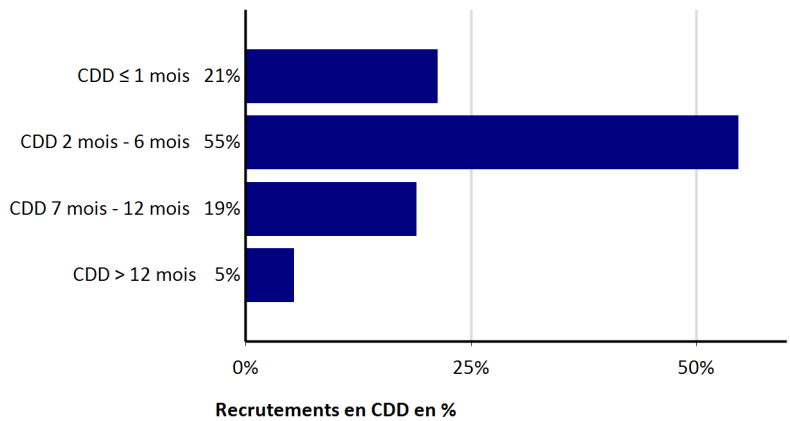


Guide de lecture : Ce graphique indique la répartition des recrutements entre CDI et CDD. Parmi les 142 040 recrutements (hors intérimaires) réalisés entre janvier 2024 et janvier 2025, 28% sont des contrats à durée déterminée et 72% des contrats à durée indéterminée.

La part de contrat à durée déterminée (CDD) dans les recrutements, qui s'élève à 28%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 31 janvier 2025, seuls 5% ont un CDD tandis que 95% bénéficient d'un CDI.

Cette différence entre la part de CDD dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) est tout à fait normale puisque, les CDD, ayant une durée de vie plus courte, sont proportionnellement moins nombreux dans le stock.

7.2. Répartition des recrutements en CDD selon la durée du contrat

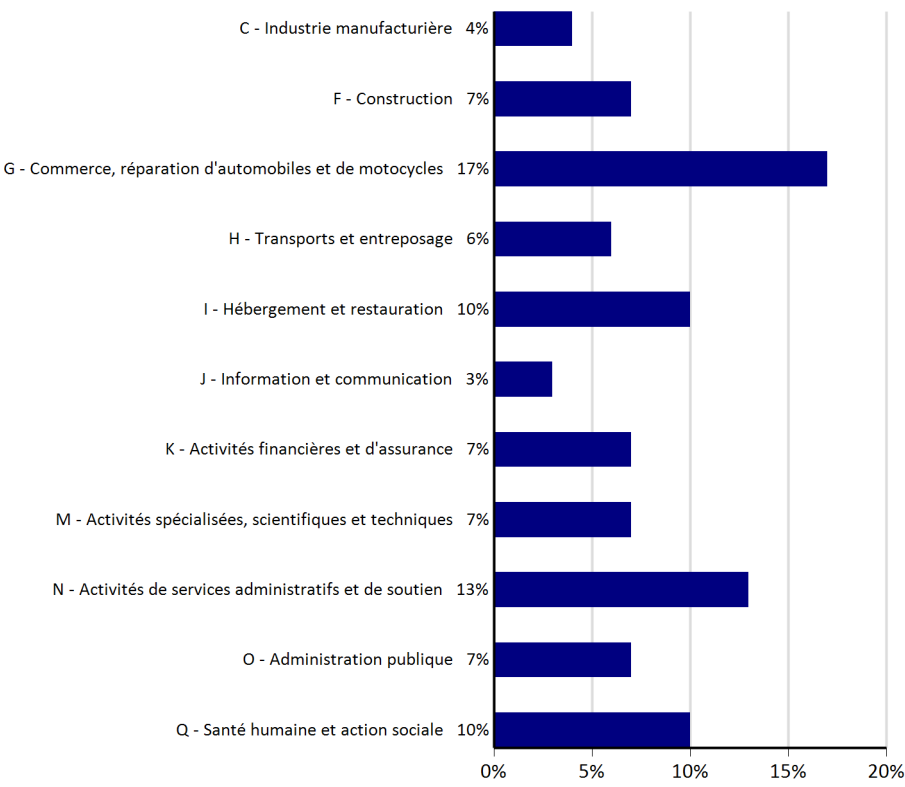


Guide de lecture : Ce graphique décompose les 28% de CDD selon la durée des contrats : 21% ont une durée inférieure ou égale à un mois ; 55% sont prévus pour une durée comprise entre 2 mois et 6 mois ; 19% s'échelonnent entre 7 et 12 mois et 5% ont une durée supérieure à 12 mois.

Parmi les recrutements en CDD, près des 3/4 correspondent à des contrats courts inférieurs ou égaux à 6 mois. Seuls 5% des CDD ont une durée supérieure à 12 mois.

⁹Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 7 de l'annexe.

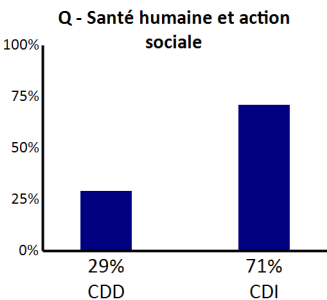
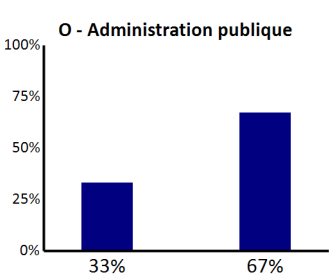
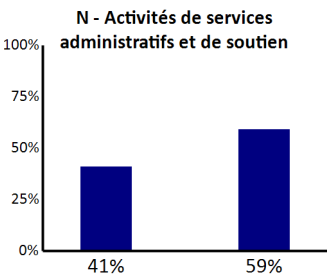
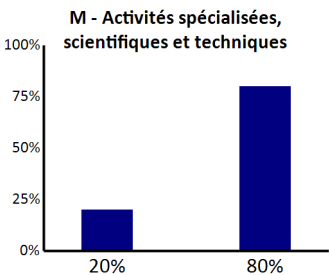
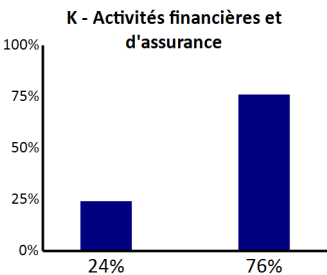
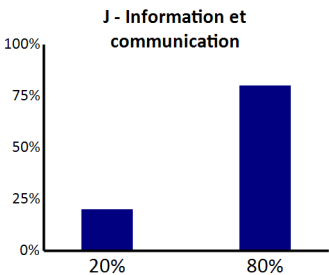
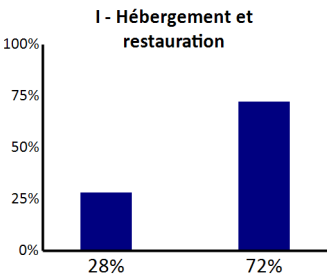
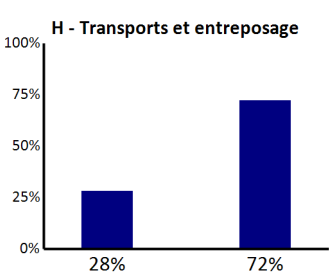
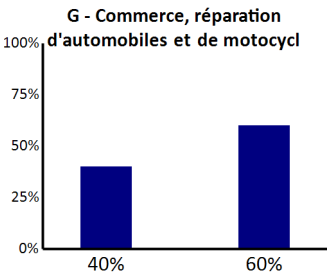
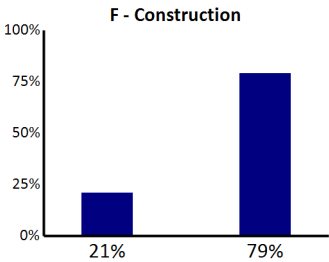
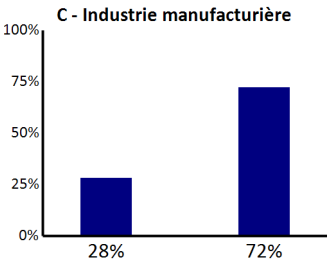
7.3. Structure des recrutements en CDD selon le secteur d'activité



40% des recrutements en CDD sont concentrés dans trois secteurs d'activité, qui représentent ensemble 31% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (qui recrute 17% des CDD), de "Activités de services administratifs et de soutien" (13%) et de "Santé humaine et action sociale" (10%).

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 4% des recrutements en CDD.

7.4. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon le type de contrat



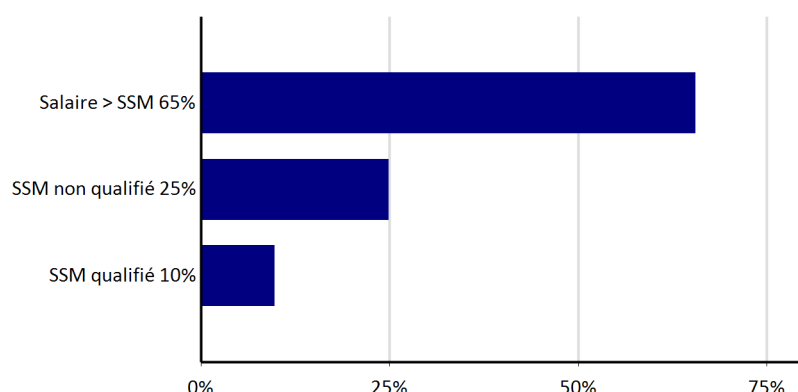
Dans certains secteurs, la part de CDD dans les recrutements est supérieure à la moyenne, qui s'établit, comme l'indique le graphique 7.1, à 28%. Il s'agit des secteurs "Activités de services administratifs et de soutien", qui incluent les entreprises de nettoyage (41% des recrutements dans ce secteur sont des CDD), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (40%), de "Administration publique" (33%) et de "Santé humaine et action sociale" (29%). Pour l'administration publique, les CDD concernent essentiellement des salariés qui exercent des fonctions d'enseignement (voir tableau 7 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements en CDD inférieure à la moyenne : "Activités financières et d'assurance" (24%), "Construction" (21%), "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (20%) et "Information et communication" (20%). Pour l'HORECA, il est possible que le manque de main-d'œuvre contraigne les employeurs à proposer des CDI, de manière à accroître l'attractivité du secteur.

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2024 et janvier 2025, 72% concernent des CDI et 28% des CDD.

8. Les recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire rémunérés au voisinage du salaire social minimum¹⁰

8.1. Répartition globale des recrutements selon la rémunération



Guide de lecture : Parmi l'ensemble des recrutements effectués entre janvier 2024 et janvier 2025, 35% (= 25% + 10%) sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum (SSM).

Le fait de parler de rémunération au voisinage du SSM et non de rémunération au SSM est volontaire et reflète les difficultés à identifier de façon précise les salariés percevant le salaire social minimum.

Selon la méthodologie utilisée par l'IGSS, un salarié est rémunéré au voisinage du SSM au 31 mars d'une année donnée,

- si son salaire horaire est inférieur ou égal à 102% du SSM horaire pour travailleurs *non qualifiés*
- si son salaire horaire est compris entre 100% et 102% du SSM horaire pour travailleurs *qualifiés*.

Le fait d'étendre l'intervalle à 102% du SSM horaire s'explique ainsi : certains salariés qui ont un contrat de travail prévoyant une rémunération au SSM peuvent bénéficier de compléments de rémunération qui ne sont pas déclarés séparément du salaire de base dans les fichiers du centre commun de la sécurité sociale. En conséquence, ces salariés seraient considérés à tort comme ayant un salaire supérieur au SSM si on se contentait de dénombrer les salariés présentant un salaire de base égal au SSM.

La part de recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum, qui s'élève à 35%, est beaucoup plus importante que celle qui est observée dans le stock d'emplois. En effet, parmi l'ensemble des salariés actifs non intérimaires au Luxembourg au 29 mars 2024, seuls 15% sont rémunérés au voisinage du SSM.

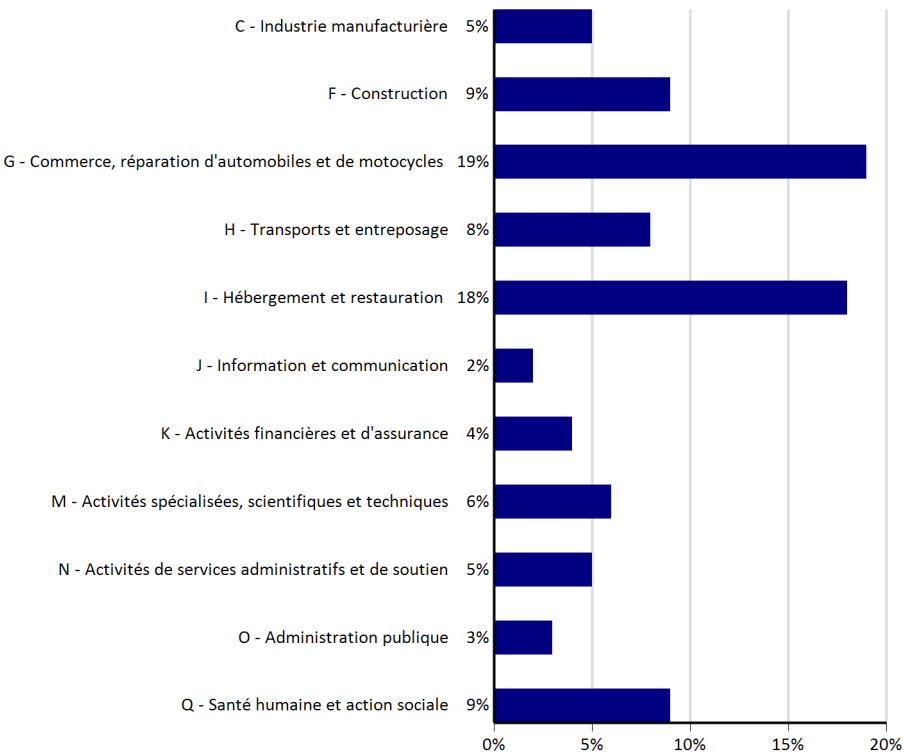
Cette différence entre la part d'emplois rémunérés au SSM dans les recrutements et dans l'emploi salarié (hors intérimaires) s'explique par deux éléments :

- Il y a un turn over plus important sur les emplois rémunérés au SSM puisqu'ils correspondent à des emplois peu qualifiés.
- Le salaire des personnes recrutées au SSM et se maintenant en emploi peut évoluer au fur et à mesure de la carrière et dépasser le SSM.

Dans 72% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM, il s'agit du SSM non qualifié, correspondant en janvier 2025 à 2 638 € par mois pour un temps plein. Le SSM qualifié concerne 28% des recrutements rémunérés au salaire social minimum et s'élève en janvier 2025 à 3 165 € par mois.

¹⁰Les chiffres correspondant aux graphiques sont présentés dans le tableau 8 de l'annexe.

8.2. Structure des recrutements rémunérés au voisinage du SSM selon le secteur d'activité

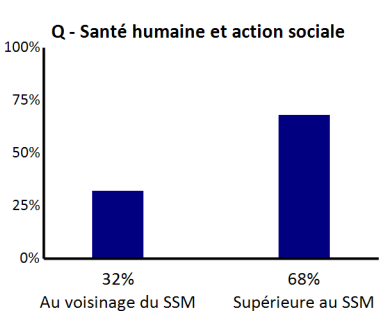
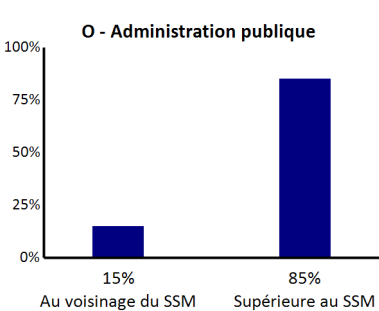
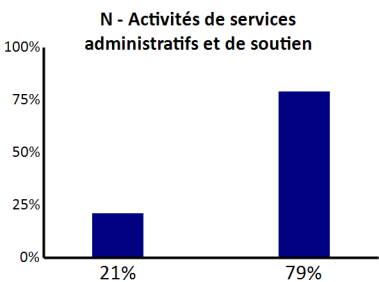
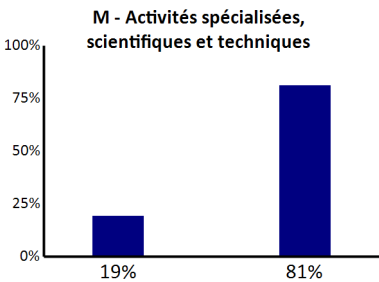
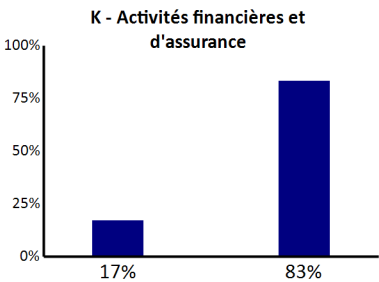
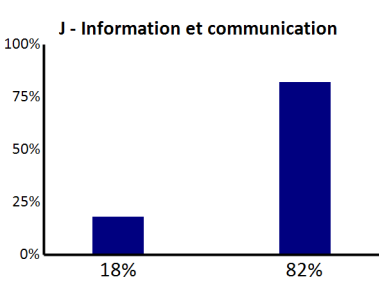
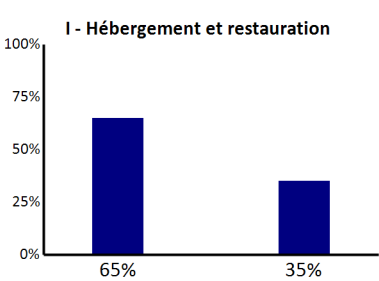
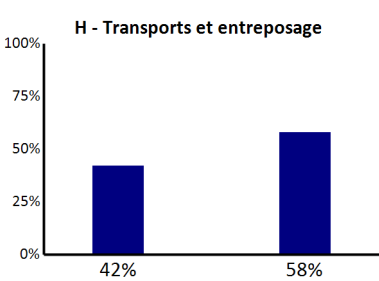
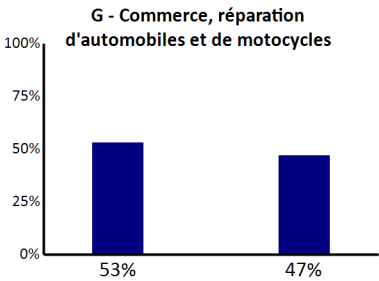
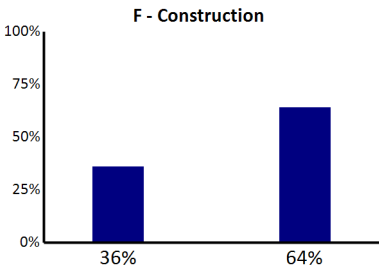
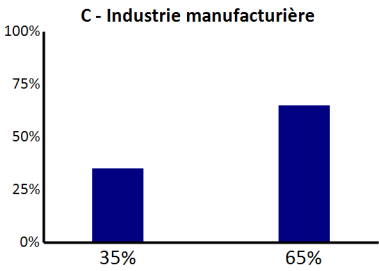


37% des recrutements rémunérés au voisinage du SSM sont concentrés dans deux secteurs d'activité, qui représentent ensemble 22% du total des recrutements. Il s'agit de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" et de "Hébergement et restauration" (qui représentent 19% et 18% des recrutements au voisinage du SSM).

Les secteurs "Construction" et "Santé humaine et action sociale" représentent à eux deux 18% des recrutements au SSM.

Guide de lecture : Le secteur "Industrie manufacturière" représente 5% des recrutements rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

8.3. Structure des recrutements dans différents secteurs d'activité selon la rémunération



Dans certains secteurs, la part de recrutements au voisinage du SSM est supérieure à la moyenne, qui s'établit à 35%. Il s'agit de "Hébergement et restauration" (65% des recrutements dans ce secteur sont rémunérés au voisinage du SSM), de "Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles" (53%) et de "Transports et entreposage" (42%) (voir tableau 8 en annexe).

A contrario, d'autres secteurs affichent une part de recrutements au voisinage du SSM inférieure à la moyenne, notamment "Activités financières et d'assurance" (17%) ainsi que "Activités spécialisées, scientifiques et techniques" (19%).

Guide de lecture : Parmi les recrutements effectués par le secteur "Industrie manufacturière" entre janvier 2024 et janvier 2025, 35% sont rémunérés au voisinage du salaire social minimum.

Note méthodologique

Définitions et méthodes

Les recrutements et les fins de contrat sont identifiés à partir des affiliations des individus auprès du système de sécurité sociale luxembourgeois.

- Une personne absente des fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et présente dans les fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme un recrutement.
- Une personne présente dans les fichiers de la sécurité sociale à la fin du mois t et absente des fichiers à la fin du mois $t+1$ est comptabilisée comme une fin de contrat.
- Une personne présente dans les fichiers à la fin des deux mois mais ayant changé d'employeur entre ces deux mois est comptabilisée comme une fin de contrat (auprès de l'ancien employeur) et comme un recrutement (auprès du nouvel employeur).

Les changements d'emploi au sein d'un même employeur ne sont comptabilisés ni dans les recrutements, ni dans les fins de contrat.

La succession de contrats pour une même personne dans la même entreprise n'est pas comptabilisée. Ceci concerne également le travail intérimaire : une succession de plusieurs missions dans une même entreprise est considérée comme un seul contrat de travail et non pas comme une suite de plusieurs recrutements et plusieurs fins de contrat.

Une seule occupation par personne est prise en considération. En cas d'occupations multiples, l'occupation retenue est celle qui correspond au plus grand nombre d'heures de travail.

Parmi l'ensemble des recrutements, une très faible partie (environ 2%) ne correspond pas à de véritables recrutements mais à une reprise du travail à la suite d'un congé parental à temps plein. De la même manière, environ 2% des fins de contrat correspondent à des départs en congé parental à plein temps. Pour des raisons de cohérence entre les données de stock et de flux, il n'est pas possible d'exclure ces « faux » recrutements et ces « fausses » fins de contrat des chiffres présentés ici.

Données

Les chiffres présentés dans ce tableau de bord sont issus du Centre Commun de la Sécurité Sociale. Les traitements sont réalisés par l'Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS). Les données consolidées sont disponibles avec trois mois de retard.

Protection des données à caractère personnel

Pour des raisons de protection des données à caractère personnel, les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure. Ainsi, un effectif réel de 0, 10 ou tout multiple de 10 garde sa valeur réelle ; un effectif réel compris entre 1 et 9 est arrondi soit à 0 soit à 10 ; un effectif réel entre 11 et 19 est arrondi soit à 10 soit à 20, etc. En conséquence, la valeur 0 signifie une valeur réelle comprise entre 0 et 9, 10 une valeur réelle comprise entre 1 et 19, etc.

Le logiciel spécialisé TAU-ARGUS (<https://research.cbs.nl/casc/tau.htm>) est utilisé pour arrondir les effectifs de façon à respecter l'additivité autant que possible. Les effectifs réels sont arrondis à la dizaine inférieure ou supérieure (mais pas nécessairement la dizaine la plus proche) de façon à réduire les risques d'identification et de divulgation.

A cause de l'arrondi, la valeur d'un même indicateur peut légèrement différer dans des tableaux distincts.

Limites dans l'utilisation des arrondis

Attention, comme un écart maximal de 9 est possible entre l'effectif réel et l'effectif arrondi, le calcul de pourcentages réalisé sur les effectifs arrondis peut être différent de celui réalisé sur les effectifs réels. C'est le cas par exemple du calcul d'une évolution ou du calcul de la part que représente un groupe de personnes dans une population donnée. En particulier, quand les effectifs sont petits (sous le millier), les pourcentages calculés peuvent être sensiblement surestimés ou sous-estimés et les évolutions masquées ou inversées. C'est pourquoi il convient d'être très prudent lors de l'analyse de petits effectifs. Toutefois, quel que soit l'effectif, s'il existe une tendance forte à la hausse ou à la baisse, cette tendance sera également observée sur les effectifs arrondis.

Ce tableau de bord a été réalisé dans le cadre du Réseau d'étude sur le marché du travail et de l'emploi (RETEL).

La Cellule Emploi-Travail de l'IGSS remercie les membres du réseau pour leur participation.

Le RETEL constitue un observatoire de l'emploi regroupant les principaux producteurs et utilisateurs de données sur le marché du travail au Luxembourg. Il a pour objectif d'améliorer les connaissances par rapport à l'emploi et au chômage, ceci à travers de nouveaux indicateurs, de nouvelles études et l'organisation de conférences.

Vous pouvez consulter les tableaux de bord dans la rubrique "Statistiques" du portail de l'emploi :

<http://www.adem.public.lu/fr/marche-emploi-luxembourg/faits-et-chiffres/statistiques/igss/index.html>

Pour nous contacter : exclusivement par email à l'adresse cet@igss.etat.lu

ANNEXES

Liste des tableaux

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois	24
Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité	25
Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre	26
Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge	29
Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence	33
Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat	37
Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum	40

Tableau 1 - Nombre de recrutements salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2024 - janvier 2025)

	janv.-févr. 2024	févr.-mars 2024	mars-avr. 2024	avr.-mai 2024	mai-juin 2024	juin-juil. 2024	juil.-août 2024	août-sept. 2024	sept.-oct. 2024	oct.-nov. 2024	nov.-déc. 2024	déc.-janv. 2025	Total annuel
Salariés non-intérimaires	11 060	11 790	11 800	10 440	10 700	11 010	9 240	18 780	13 530	11 380	7 990	14 320	142 040
Salariés intérimaires	2 060	2 060	2 140	2 040	2 290	1 580	2 990	2 610	2 070	2 040	660	4 170	26 710
Total	13 120	13 850	13 940	12 480	12 990	12 590	12 230	21 390	15 600	13 420	8 650	18 490	168 750

Tableau 2 - Nombre de fins de contrat salariés intérimaires et non intérimaires par mois (janvier 2024 - janvier 2025)

	janv.-févr. 2024	févr.-mars 2024	mars-avr. 2024	avr.-mai 2024	mai-juin 2024	juin-juil. 2024	juil.-août 2024	août-sept. 2024	sept.-oct. 2024	oct.-nov. 2024	nov.-déc. 2024	déc.-janv. 2025	Total annuel
Salariés non-intérimaires	10 010	10 120	11 500	10 140	9 940	14 450	11 190	14 200	11 550	9 640	10 980	14 000	137 720
Salariés intérimaires	1 560	1 910	1 920	1 690	1 860	4 020	1 700	2 120	1 860	1 690	5 340	1 070	26 740
Total	11 570	12 030	13 420	11 830	11 800	18 470	12 890	16 320	13 410	11 330	16 320	15 070	164 460

Tableau 3 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité (janvier 2024 - janvier 2025)

	Recrutements 1	Fins de contrat 2	% du secteur dans les recrutements	% du secteur dans les fins de contrat	Création nette d'emplois (CNE) 1-2	Contribution du secteur à la CNE	Emplois salariés non intérimaires en janvier 2025	
							Nombre	%
A - Agriculture, sylviculture et pêche	720	680	0,5%	0,5%	40	0,9%	1 620	0,3%
B - Industries extractives	30	40	0,0%	0,0%	- 10	-0,2%	250	0,1%
C - Industrie manufacturière	6 270	6 720	4,4%	4,9%	- 450	-10,4%	30 850	6,3%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	280	210	0,2%	0,2%	70	1,6%	1 970	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	350	310	0,2%	0,2%	40	0,9%	2 150	0,4%
F - Construction	13 040	14 930	9,2%	10,8%	-1 890	-43,8%	47 380	9,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 300	17 080	12,2%	12,4%	220	5,1%	52 620	10,8%
H - Transports et entreposage	8 930	8 570	6,3%	6,2%	360	8,3%	34 520	7,1%
I - Hébergement et restauration	13 550	13 350	9,5%	9,7%	200	4,6%	23 080	4,7%
J - Information et communication	5 210	5 510	3,7%	4,0%	- 300	-6,9%	22 260	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	12 000	11 670	8,4%	8,5%	330	7,6%	54 560	11,2%
L - Activités immobilières	1 240	1 260	0,9%	0,9%	- 20	-0,5%	3 230	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	14 600	14 330	10,3%	10,4%	270	6,3%	49 710	10,2%
N - Activités de services administratifs et de soutien	13 020	12 360	9,2%	9,0%	660	15,3%	28 260	5,8%
O - Administration publique	8 970	6 930	6,3%	5,0%	2 040	47,2%	59 010	12,1%
P - Enseignement (privé)	1 920	1 700	1,4%	1,2%	220	5,1%	6 260	1,3%
Q - Santé humaine et action sociale	14 190	12 520	10,0%	9,1%	1 670	38,7%	50 090	10,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 300	1 200	0,9%	0,9%	100	2,3%	3 070	0,6%
S - Autres activités de services	2 620	2 480	1,8%	1,8%	140	3,2%	7 510	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 750	3 950	2,6%	2,9%	- 200	-4,6%	5 350	1,1%
U - Activités extra-territoriales	230	210	0,2%	0,2%	20	0,5%	830	0,2%
Z - Non déterminé	2 520	1 710	1,8%	1,2%	810	18,8%	2 490	0,5%
Total	142 040	137 720	100,0%	100,0%	4 320	100,0%	487 070	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 1

	Recrutements			Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements		% du secteur dans les fins de contrat	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	200	520	720	180	500	680	0,3%	0,7%	0,3%	0,7%
B - Industries extractives	10	20	30	0	40	40	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 390	4 880	6 270	1 470	5 250	6 720	2,1%	6,4%	2,3%	7,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	70	210	280	60	150	210	0,1%	0,3%	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	70	280	350	60	250	310	0,1%	0,4%	0,1%	0,3%
F - Construction	1 300	11 740	13 040	1 410	13 520	14 930	2,0%	15,4%	2,3%	18,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	8 060	9 240	17 300	8 090	8 990	17 080	12,2%	12,1%	12,9%	12,0%
H - Transports et entreposage	1 390	7 540	8 930	1 310	7 260	8 570	2,1%	9,9%	2,1%	9,7%
I - Hébergement et restauration	6 740	6 810	13 550	6 650	6 700	13 350	10,2%	8,9%	10,6%	8,9%
J - Information et communication	1 700	3 510	5 210	1 620	3 890	5 510	2,6%	4,6%	2,6%	5,2%
K - Activités financières et d'assurance	5 520	6 480	12 000	5 410	6 260	11 670	8,4%	8,5%	8,6%	8,3%
L - Activités immobilières	700	540	1 240	690	570	1 260	1,1%	0,7%	1,1%	0,8%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	7 000	7 600	14 600	6 780	7 550	14 330	10,6%	10,0%	10,8%	10,1%
N - Activités de services administratifs et de soutien	8 010	5 010	13 020	7 740	4 620	12 360	12,1%	6,6%	12,4%	6,2%
O - Administration publique	4 960	4 010	8 970	3 930	3 000	6 930	7,5%	5,3%	6,3%	4,0%
P - Enseignement (privé)	1 110	810	1 920	920	780	1 700	1,7%	1,1%	1,5%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	10 340	3 850	14 190	9 280	3 240	12 520	15,7%	5,1%	14,8%	4,3%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	580	720	1 300	520	680	1 200	0,9%	0,9%	0,8%	0,9%
S - Autres activités de services	1 850	770	2 620	1 770	710	2 480	2,8%	1,0%	2,8%	0,9%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	3 610	140	3 750	3 800	150	3 950	5,5%	0,2%	6,1%	0,2%
U - Activités extra-territoriales	170	60	230	170	40	210	0,3%	0,1%	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 150	1 370	2 520	790	920	1 710	1,7%	1,8%	1,3%	1,2%
Total	65 930	76 110	142 040	62 650	75 070	137 720	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Femmes	Hommes	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	27,8%	72,2%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	22,2%	77,8%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	25,0%	75,0%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	20,0%	80,0%	100,0%
F - Construction	10,0%	90,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	46,6%	53,4%	100,0%
H - Transports et entreposage	15,6%	84,4%	100,0%
I - Hébergement et restauration	49,7%	50,3%	100,0%
J - Information et communication	32,6%	67,4%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	46,0%	54,0%	100,0%
L - Activités immobilières	56,5%	43,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	47,9%	52,1%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	61,5%	38,5%	100,0%
O - Administration publique	55,3%	44,7%	100,0%
P - Enseignement	57,8%	42,2%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	72,9%	27,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	44,6%	55,4%	100,0%
S - Autres activités de services	70,6%	29,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	96,3%	3,7%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	73,9%	26,1%	100,0%
Z - Non déterminé	45,6%	54,4%	100,0%

Tableau 4 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le genre (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2025			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2025	
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes
A - Agriculture, sylviculture et pêche	410	1 210	1 620	0,2%	0,4%
B - Industries extractives	30	220	250	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	5 780	25 070	30 850	2,8%	8,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	350	1 620	1 970	0,2%	0,6%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	330	1 820	2 150	0,2%	0,6%
F - Construction	4 520	42 860	47 380	2,2%	15,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	22 760	29 860	52 620	11,1%	10,6%
H - Transports et entreposage	4 920	29 600	34 520	2,4%	10,5%
I - Hébergement et restauration	11 850	11 230	23 080	5,8%	4,0%
J - Information et communication	5 740	16 520	22 260	2,8%	5,8%
K - Activités financières et d'assurance	24 450	30 110	54 560	12,0%	10,7%
L - Activités immobilières	1 700	1 530	3 230	0,8%	0,5%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22 040	27 670	49 710	10,8%	9,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	15 760	12 500	28 260	7,7%	4,4%
O - Administration publique	29 750	29 260	59 010	14,5%	10,4%
P - Enseignement (privé)	3 510	2 750	6 260	1,7%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	37 470	12 620	50 090	18,3%	4,5%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 230	1 840	3 070	0,6%	0,7%
S - Autres activités de services	5 210	2 300	7 510	2,5%	0,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	5 100	250	5 350	2,5%	0,1%
U - Activités extra-territoriales	550	280	830	0,3%	0,1%
Z - Non déterminé	1 110	1 380	2 490	0,5%	0,5%
Total	204 570	282 500	487 070	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 1

	Recrutements						Fins de contrat					
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	190	160	110	90	730	140	190	160	100	90	680
B - Industries extractives	10	10	0	10	0	30	0	10	10	0	20	40
C - Industrie manufacturière	1 210	2 160	1 740	870	290	6 270	770	1 910	1 800	1 020	1 220	6 720
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	120	80	20	10	280	30	80	50	30	20	210
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	60	130	100	50	10	350	20	90	90	40	70	310
F - Construction	2 090	3 650	3 590	2 670	1 040	13 040	1 640	3 830	3 930	3 180	2 350	14 930
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 670	5 470	3 480	1 890	790	17 300	4 710	5 180	3 510	2 000	1 690	17 090
H - Transports et entreposage	1 330	2 730	2 490	1 610	770	8 930	840	2 320	2 310	1 630	1 460	8 560
I - Hébergement et restauration	3 510	4 290	2 950	2 020	780	13 550	3 010	4 210	2 960	2 050	1 120	13 350
J - Information et communication	860	2 130	1 340	640	240	5 210	520	2 060	1 570	790	570	5 510
K - Activités financières et d'assurance	2 220	4 820	3 060	1 410	480	11 990	1 510	3 960	3 050	1 620	1 530	11 670
L - Activités immobilières	160	380	290	280	130	1 240	110	340	290	310	210	1 260
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	3 250	6 320	3 060	1 400	560	14 590	2 050	6 350	3 270	1 620	1 040	14 330
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 750	4 080	3 130	2 210	850	13 020	2 200	3 740	2 950	2 250	1 220	12 360
O - Administration publique	2 270	3 640	1 900	830	330	8 970	1 450	2 250	1 180	650	1 400	6 930
P - Enseignement (privé)	510	790	370	170	80	1 920	350	700	360	150	140	1 700
Q - Santé humaine et action sociale	2 490	5 690	3 280	1 950	780	14 190	1 520	4 820	2 880	1 700	1 590	12 510
R - Arts, spectacles et activités récréatives	390	420	240	130	120	1 300	300	400	220	130	150	1 200
S - Autres activités de services	570	860	620	370	200	2 620	410	850	580	370	280	2 490
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	70	350	680	1 340	1 320	3 760	60	320	700	1 360	1 510	3 950
U - Activités extra-territoriales	0	50	70	70	30	220	0	50	50	50	60	210
Z - Non déterminé	140	680	760	630	320	2 530	90	390	480	460	290	1 710
Total	29 790	48 960	33 390	20 680	9 220	142 040	21 730	44 050	32 400	21 510	18 030	137 720

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements					% du secteur dans les fins de contrat				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,6%	0,4%	0,5%	0,5%	1,0%	0,6%	0,4%	0,5%	0,5%	0,5%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4,1%	4,4%	5,2%	4,2%	3,1%	3,5%	4,3%	5,6%	4,7%	6,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,2%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%	0,1%	0,2%	0,2%	0,1%	0,1%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,2%	0,3%	0,3%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,3%	0,2%	0,4%
F - Construction	7,0%	7,5%	10,8%	12,9%	11,3%	7,5%	8,7%	12,1%	14,8%	13,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	19,0%	11,2%	10,4%	9,1%	8,6%	21,7%	11,8%	10,8%	9,3%	9,4%
H - Transports et entreposage	4,5%	5,6%	7,5%	7,8%	8,4%	3,9%	5,3%	7,1%	7,6%	8,1%
I - Hébergement et restauration	11,8%	8,8%	8,8%	9,8%	8,5%	13,9%	9,6%	9,1%	9,5%	6,2%
J - Information et communication	2,9%	4,4%	4,0%	3,1%	2,6%	2,4%	4,7%	4,8%	3,7%	3,2%
K - Activités financières et d'assurance	7,5%	9,8%	9,2%	6,8%	5,2%	6,9%	9,0%	9,4%	7,5%	8,5%
L - Activités immobilières	0,5%	0,8%	0,9%	1,4%	1,4%	0,5%	0,8%	0,9%	1,4%	1,2%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,9%	12,9%	9,2%	6,8%	6,1%	9,4%	14,4%	10,1%	7,5%	5,8%
N - Activités de services administratifs et de soutien	9,2%	8,3%	9,4%	10,7%	9,2%	10,1%	8,5%	9,1%	10,5%	6,8%
O - Administration publique	7,6%	7,4%	5,7%	4,0%	3,6%	6,7%	5,1%	3,6%	3,0%	7,8%
P - Enseignement (privé)	1,7%	1,6%	1,1%	0,8%	0,9%	1,6%	1,6%	1,1%	0,7%	0,8%
Q - Santé humaine et action sociale	8,4%	11,6%	9,8%	9,4%	8,5%	7,0%	10,9%	8,9%	7,9%	8,8%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1,3%	0,9%	0,7%	0,6%	1,3%	1,4%	0,9%	0,7%	0,6%	0,8%
S - Autres activités de services	1,9%	1,8%	1,9%	1,8%	2,2%	1,9%	1,9%	1,8%	1,7%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,2%	0,7%	2,0%	6,5%	14,3%	0,3%	0,7%	2,2%	6,3%	8,4%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	0,1%	0,2%	0,3%	0,3%	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	0,5%	1,4%	2,3%	3,0%	3,5%	0,4%	0,9%	1,5%	2,1%	1,6%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur					Total
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	24,7%	26,0%	21,9%	15,1%	12,3%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	33,3%	0,0%	33,3%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	19,3%	34,4%	27,8%	13,9%	4,6%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	17,9%	42,9%	28,6%	7,1%	3,6%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,1%	37,1%	28,6%	14,3%	2,9%	100,0%
F - Construction	16,0%	28,0%	27,5%	20,5%	8,0%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32,8%	31,6%	20,1%	10,9%	4,6%	100,0%
H - Transports et entreposage	14,9%	30,6%	27,9%	18,0%	8,6%	100,0%
I - Hébergement et restauration	25,9%	31,7%	21,8%	14,9%	5,8%	100,0%
J - Information et communication	16,5%	40,9%	25,7%	12,3%	4,6%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	18,5%	40,2%	25,5%	11,8%	4,0%	100,0%
L - Activités immobilières	12,9%	30,6%	23,4%	22,6%	10,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	22,3%	43,3%	21,0%	9,6%	3,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	21,1%	31,3%	24,0%	17,0%	6,5%	100,0%
O - Administration publique	25,3%	40,6%	21,2%	9,3%	3,7%	100,0%
P - Enseignement (privé)	26,6%	41,1%	19,3%	8,9%	4,2%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	17,5%	40,1%	23,1%	13,7%	5,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	30,0%	32,3%	18,5%	10,0%	9,2%	100,0%
S - Autres activités de services	21,8%	32,8%	23,7%	14,1%	7,6%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1,9%	9,3%	18,1%	35,6%	35,1%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	0,0%	22,7%	31,8%	31,8%	13,6%	100,0%
Z - Non déterminé	5,5%	26,9%	30,0%	24,9%	12,6%	100,0%

Tableau 5 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et l'âge (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2025						% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2025				
	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans	Total	< 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45-54 ans	>=55 ans
A - Agriculture, sylviculture et pêche	220	420	380	360	240	1 620	0,8%	0,3%	0,3%	0,3%	0,4%
B - Industries extractives	10	40	60	90	50	250	0,0%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 430	6 650	9 010	9 230	4 530	30 850	5,0%	5,2%	6,5%	7,4%	6,9%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	100	590	600	440	240	1 970	0,4%	0,5%	0,4%	0,4%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	480	640	590	370	2 160	0,3%	0,4%	0,5%	0,5%	0,6%
F - Construction	2 730	9 730	12 860	13 790	8 270	47 380	9,6%	7,6%	9,2%	11,0%	12,6%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	5 220	13 040	14 260	13 020	7 080	52 620	18,3%	10,1%	10,3%	10,4%	10,8%
H - Transports et entreposage	1 720	7 510	9 720	9 930	5 640	34 520	6,0%	5,8%	7,0%	7,9%	8,6%
I - Hébergement et restauration	2 680	5 880	6 200	5 440	2 880	23 080	9,4%	4,6%	4,5%	4,4%	4,4%
J - Information et communication	830	6 560	6 870	5 480	2 520	22 260	2,9%	5,1%	4,9%	4,4%	3,8%
K - Activités financières et d'assurance	1 630	13 980	16 530	15 370	7 050	54 560	5,7%	10,9%	11,9%	12,3%	10,7%
L - Activités immobilières	130	730	880	840	650	3 230	0,5%	0,6%	0,6%	0,7%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 940	19 440	13 960	8 860	4 510	49 710	10,3%	15,1%	10,0%	7,1%	6,9%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 710	6 800	8 080	7 690	3 980	28 260	6,0%	5,3%	5,8%	6,2%	6,1%
O - Administration publique	2 680	16 030	18 590	15 010	6 700	59 010	9,4%	12,4%	13,4%	12,0%	10,2%
P - Enseignement (privé)	330	1 920	1 750	1 480	780	6 260	1,2%	1,5%	1,3%	1,2%	1,2%
Q - Santé humaine et action sociale	3 120	15 170	13 840	11 900	6 050	50 080	10,9%	11,8%	10,0%	9,5%	9,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	270	870	810	670	450	3 070	0,9%	0,7%	0,6%	0,5%	0,7%
S - Autres activités de services	610	1 970	2 070	1 790	1 070	7 510	2,1%	1,5%	1,5%	1,4%	1,6%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	40	360	1 010	2 000	1 940	5 350	0,1%	0,3%	0,7%	1,6%	3,0%
U - Activités extra-territoriales	10	110	210	300	200	830	0,0%	0,1%	0,2%	0,2%	0,3%
Z - Non déterminé	20	510	730	760	470	2 490	0,1%	0,4%	0,5%	0,6%	0,7%
Total	28 510	128 790	139 060	125 040	65 670	487 070	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 1

	Recrutements				Fins de contrat			
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	180	200	340	720	160	190	330	680
B - Industries extractives	30	0	0	30	20	10	10	40
C - Industrie manufacturière	4 260	510	1 500	6 270	4 410	780	1 530	6 720
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	90	110	80	280	80	90	40	210
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	200	100	50	350	190	70	50	310
F - Construction	7 720	1 190	4 130	13 040	8 560	1 380	4 990	14 930
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	9 550	3 280	4 470	17 300	9 340	3 620	4 120	17 080
H - Transports et entreposage	3 840	1 130	3 960	8 930	3 760	1 300	3 510	8 570
I - Hébergement et restauration	4 490	1 980	7 080	13 550	4 410	2 030	6 910	13 350
J - Information et communication	2 570	720	1 920	5 210	2 810	850	1 850	5 510
K - Activités financières et d'assurance	5 250	1 280	5 470	12 000	5 310	1 730	4 630	11 670
L - Activités immobilières	490	300	450	1 240	480	330	450	1 260
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	6 360	1 740	6 500	14 600	6 250	2 080	6 000	14 330
N - Activités de services administratifs et de soutien	6 620	1 220	5 180	13 020	6 290	1 290	4 780	12 360
O - Administration publique	820	7 110	1 040	8 970	480	5 840	610	6 930
P - Enseignement (privé)	480	570	870	1 920	470	560	670	1 700
Q - Santé humaine et action sociale	5 440	4 990	3 760	14 190	4 580	4 770	3 170	12 520
R - Arts, spectacles et activités récréatives	460	430	410	1 300	420	400	380	1 200
S - Autres activités de services	860	790	970	2 620	840	810	830	2 480
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	500	300	2 950	3 750	500	330	3 120	3 950
U - Activités extra-territoriales	70	30	130	230	60	40	110	210
Z - Non déterminé	420	590	1 510	2 520	150	500	1 060	1 710
Total	60 700	28 570	52 770	142 040	59 570	29 000	49 150	137 720

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 2

	% du secteur dans les recrutements			% du secteur dans les fins de contrat		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	0,3%	0,7%	0,6%	0,3%	0,7%	0,6%
B - Industries extractives	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	7,0%	1,8%	2,8%	7,4%	2,7%	2,8%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0,1%	0,4%	0,2%	0,1%	0,3%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0,3%	0,4%	0,1%	0,3%	0,2%	0,1%
F - Construction	12,7%	4,2%	7,8%	14,4%	4,8%	7,8%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	15,7%	11,5%	8,5%	15,7%	12,5%	8,5%
H - Transports et entreposage	6,3%	4,0%	7,5%	6,3%	4,5%	7,5%
I - Hébergement et restauration	7,4%	6,9%	13,4%	7,4%	7,0%	13,4%
J - Information et communication	4,2%	2,5%	3,6%	4,7%	2,9%	3,6%
K - Activités financières et d'assurance	8,6%	4,5%	10,4%	8,9%	6,0%	10,4%
L - Activités immobilières	0,8%	1,1%	0,9%	0,8%	1,1%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	10,5%	6,1%	12,3%	10,5%	7,2%	12,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	10,9%	4,3%	9,8%	10,6%	4,4%	9,8%
O - Administration publique	1,4%	24,9%	2,0%	0,8%	20,1%	2,0%
P - Enseignement (privé)	0,8%	2,0%	1,6%	0,8%	1,9%	1,6%
Q - Santé humaine et action sociale	9,0%	17,5%	7,1%	7,7%	16,4%	7,1%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	0,8%	1,5%	0,8%	0,7%	1,4%	0,8%
S - Autres activités de services	1,4%	2,8%	1,8%	1,4%	2,8%	1,8%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,8%	1,1%	5,6%	0,8%	1,1%	5,6%
U - Activités extra-territoriales	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%
Z - Non déterminé	0,7%	2,1%	2,9%	0,3%	1,7%	2,9%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 3

	% des recrutements dans le secteur			Total
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	
A - Agriculture, sylviculture et pêche	25,0%	27,8%	47,2%	100,0%
B - Industries extractives	100,0%	0,0%	0,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	67,9%	8,1%	23,9%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	32,1%	39,3%	28,6%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	57,1%	28,6%	14,3%	100,0%
F - Construction	59,2%	9,1%	31,7%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	55,2%	19,0%	25,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	43,0%	12,7%	44,3%	100,0%
I - Hébergement et restauration	33,1%	14,6%	52,3%	100,0%
J - Information et communication	49,3%	13,8%	36,9%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	43,8%	10,7%	45,6%	100,0%
L - Activités immobilières	39,5%	24,2%	36,3%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	43,6%	11,9%	44,5%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	50,8%	9,4%	39,8%	100,0%
O - Administration publique	9,1%	79,3%	11,6%	100,0%
P - Enseignement	25,0%	29,7%	45,3%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	38,3%	35,2%	26,5%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	35,4%	33,1%	31,5%	100,0%
S - Autres activités de services	32,8%	30,2%	37,0%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	13,3%	8,0%	78,7%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	30,4%	13,0%	56,5%	100,0%
Z - Non déterminé	16,7%	23,4%	59,9%	100,0%

Tableau 6 - Flux de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité, la nationalité et la résidence (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 4

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2025				% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2025		
	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers	Total	Frontaliers	Résidents luxembourgeois	Résidents étrangers
A - Agriculture, sylviculture et pêche	570	490	560	1 620	0,3%	0,4%	0,4%
B - Industries extractives	160	30	60	250	0,1%	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	22 060	3 180	5 610	30 850	10,0%	2,4%	4,1%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	620	1 080	270	1 970	0,3%	0,8%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	1 070	830	250	2 150	0,5%	0,6%	0,2%
F - Construction	28 820	4 400	14 160	47 380	13,1%	3,4%	10,4%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	32 660	9 010	10 950	52 620	14,8%	6,9%	8,0%
H - Transports et entreposage	15 730	7 770	11 020	34 520	7,1%	5,9%	8,1%
I - Hébergement et restauration	9 050	2 970	11 060	23 080	4,1%	2,3%	8,1%
J - Information et communication	11 840	4 180	6 240	22 260	5,4%	3,2%	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	25 020	9 480	20 060	54 560	11,4%	7,3%	14,7%
L - Activités immobilières	1 240	980	1 010	3 230	0,6%	0,8%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	23 090	7 170	19 450	49 710	10,5%	5,5%	14,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	15 120	2 690	10 450	28 260	6,9%	2,1%	7,7%
O - Administration publique	5 000	49 720	4 290	59 010	2,3%	38,1%	3,2%
P - Enseignement (privé)	1 940	1 830	2 490	6 260	0,9%	1,4%	1,8%
Q - Santé humaine et action sociale	21 230	19 710	9 150	50 090	9,6%	15,1%	6,7%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	1 210	1 050	810	3 070	0,5%	0,8%	0,6%
S - Autres activités de services	2 660	2 580	2 270	7 510	1,2%	2,0%	1,7%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	840	690	3 820	5 350	0,4%	0,5%	2,8%
U - Activités extra-territoriales	280	140	410	830	0,1%	0,1%	0,3%
Z - Non déterminé	190	660	1 640	2 490	0,1%	0,5%	1,2%
Total	220 400	130 640	136 030	487 070	100,0%	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 1

	Recrutements					CDI	Total	Fins de contrat			% du secteur dans les recrutements	
	CDD				Total			CDD	CDI	Total	CDD	CDI
	<= 1 mois	2 - 6 mois	7 - 12 mois	> 12 mois								
A - Agriculture, sylviculture et pêche	80	120	40	0	240	480	720	210	470	680	0,6%	0,5%
B - Industries extractives	0	0	0	0	0	30	30	0	40	40	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	290	1 090	350	50	1 780	4 490	6 270	1 180	5 540	6 720	4,4%	4,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	0	10	20	0	30	250	280	20	190	210	0,1%	0,2%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	0	20	40	0	60	290	350	20	290	310	0,1%	0,3%
F - Construction	600	1 680	350	50	2 680	10 360	13 040	2 080	12 850	14 930	6,6%	10,2%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	1 440	4 390	950	90	6 870	10 430	17 300	5 460	11 620	17 080	17,0%	10,3%
H - Transports et entreposage	470	1 350	590	60	2 470	6 460	8 930	1 680	6 890	8 570	6,1%	6,4%
I - Hébergement et restauration	900	2 180	700	70	3 850	9 700	13 550	3 020	10 330	13 350	9,5%	9,6%
J - Information et communication	230	570	180	60	1 040	4 170	5 210	860	4 650	5 510	2,6%	4,1%
K - Activités financières et d'assurance	100	1 920	660	230	2 910	9 090	12 000	2 330	9 340	11 670	7,2%	9,0%
L - Activités immobilières	30	100	40	10	180	1 060	1 240	150	1 110	1 260	0,4%	1,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	340	1 950	400	290	2 980	11 620	14 600	2 510	11 820	14 330	7,4%	11,4%
N - Activités de services administratifs et de soutien	2 330	2 490	420	60	5 300	7 720	13 020	4 180	8 180	12 360	13,1%	7,6%
O - Administration publique	770	760	1 110	360	3 000	5 970	8 970	2 300	4 630	6 930	7,4%	5,9%
P - Enseignement (privé)	90	510	270	390	1 260	660	1 920	1 080	620	1 700	3,1%	0,6%
Q - Santé humaine et action sociale	510	2 350	1 020	250	4 130	10 060	14 190	3 140	9 380	12 520	10,2%	9,9%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	170	200	200	60	630	670	1 300	620	580	1 200	1,6%	0,7%
S - Autres activités de services	140	280	180	70	670	1 950	2 620	470	2 010	2 480	1,7%	1,9%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	10	10	0	30	3 720	3 750	30	3 920	3 950	0,1%	3,7%
U - Activités extra-territoriales	40	30	70	30	170	60	230	130	80	210	0,4%	0,1%
Z - Non déterminé	60	90	40	10	200	2 320	2 520	130	1 580	1 710	0,5%	2,3%
Total	8 600	22 100	7 640	2 140	40 480	101 560	142 040	31 600	106 120	137 720	100,0%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	CDD	CDI	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	33,3%	66,7%	100,0%
B - Industries extractives	0,0%	100,0%	100,0%
C - Industrie manufacturière	28,4%	71,6%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10,7%	89,3%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	17,1%	82,9%	100,0%
F - Construction	20,6%	79,4%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	39,7%	60,3%	100,0%
H - Transports et entreposage	27,7%	72,3%	100,0%
I - Hébergement et restauration	28,4%	71,6%	100,0%
J - Information et communication	20,0%	80,0%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	24,3%	75,8%	100,0%
L - Activités immobilières	14,5%	85,5%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	20,4%	79,6%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	40,7%	59,3%	100,0%
O - Administration publique	33,4%	66,6%	100,0%
P - Enseignement (privé)	65,6%	34,4%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	29,1%	70,9%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	48,5%	51,5%	100,0%
S - Autres activités de services	25,6%	74,4%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	0,8%	99,2%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	73,9%	26,1%	100,0%
Z - Non déterminé	7,9%	92,1%	100,0%

Tableau 7 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et le type de contrat (janvier 2024 - janvier 2025) – partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2025			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2025	
	CDD	CDI	Total	CDD	CDI
A - Agriculture, sylviculture et pêche	60	1 560	1 620	0,3%	0,3%
B - Industries extractives	0	250	250	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	1 140	29 710	30 850	4,8%	6,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	30	1 940	1 970	0,1%	0,4%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	40	2 110	2 150	0,2%	0,5%
F - Construction	1 020	46 360	47 380	4,3%	10,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	3 550	49 070	52 620	15,1%	10,6%
H - Transports et entreposage	1 170	33 350	34 520	5,0%	7,2%
I - Hébergement et restauration	1 270	21 810	23 080	5,4%	4,7%
J - Information et communication	440	21 820	22 260	1,9%	4,7%
K - Activités financières et d'assurance	1 990	52 570	54 560	8,5%	11,3%
L - Activités immobilières	90	3 140	3 230	0,4%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 890	47 820	49 710	8,0%	10,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 680	26 580	28 260	7,1%	5,7%
O - Administration publique	2 780	56 230	59 010	11,8%	12,1%
P - Enseignement (privé)	1 850	4 410	6 260	7,9%	1,0%
Q - Santé humaine et action sociale	3 520	46 570	50 090	15,0%	10,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	380	2 690	3 070	1,6%	0,6%
S - Autres activités de services	400	7 110	7 510	1,7%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	10	5 340	5 350	0,0%	1,2%
U - Activités extra-territoriales	190	640	830	0,8%	0,1%
Z - Non déterminé	30	2 460	2 490	0,1%	0,5%
Total	23 530	463 540	487 070	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2024 - janvier 2025) - partie 1

	Recrutements				% du secteur dans les recrutements		
	Au voisinage du SSM			Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
	SSM non qualifié	SSM qualifié	Total				
A - Agriculture, sylviculture et pêche	370	70	440	280	720	0,9%	0,3%
B - Industries extractives	0	10	10	20	30	0,0%	0,0%
C - Industrie manufacturière	1 370	850	2 220	4 050	6 270	4,5%	4,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	20	10	30	250	280	0,1%	0,3%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	80	50	130	220	350	0,3%	0,2%
F - Construction	2 720	1 920	4 640	8 400	13 040	9,5%	9,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	7 110	2 100	9 210	8 090	17 300	18,8%	8,7%
H - Transports et entreposage	2 170	1 560	3 730	5 200	8 930	7,6%	5,6%
I - Hébergement et restauration	7 260	1 560	8 820	4 730	13 550	18,0%	5,1%
J - Information et communication	490	460	950	4 260	5 210	1,9%	4,6%
K - Activités financières et d'assurance	1 810	240	2 050	9 950	12 000	4,2%	10,7%
L - Activités immobilières	210	150	360	880	1 240	0,7%	0,9%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	1 810	990	2 800	11 790	14 590	5,7%	12,7%
N - Activités de services administratifs et de soutien	1 810	870	2 680	10 340	13 020	5,5%	11,1%
O - Administration publique	1 090	220	1 310	7 660	8 970	2,7%	8,2%
P - Enseignement (privé)	230	400	630	1 290	1 920	1,3%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	3 210	1 320	4 530	9 660	14 190	9,2%	10,4%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	410	150	560	740	1 300	1,1%	0,8%
S - Autres activités de services	830	430	1 260	1 350	2 610	2,6%	1,5%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	910	220	1 130	2 630	3 760	2,3%	2,8%
U - Activités extra-territoriales	20	10	30	200	230	0,1%	0,2%
Z - Non déterminé	1 330	160	1 490	1 040	2 530	3,0%	1,1%
Total	35 260	13 750	49 010	93 030	142 040	100,0%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2024 - janvier 2025) - partie 2

	% des recrutements dans le secteur		
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total
A - Agriculture, sylviculture et pêche	61,1%	38,9%	100,0%
B - Industries extractives	33,3%	66,7%	100,0%
C - Industrie manufacturière	35,4%	64,6%	100,0%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	10,7%	89,3%	100,0%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	37,1%	62,9%	100,0%
F - Construction	35,6%	64,4%	100,0%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	53,2%	46,8%	100,0%
H - Transports et entreposage	41,8%	58,2%	100,0%
I - Hébergement et restauration	65,1%	34,9%	100,0%
J - Information et communication	18,2%	81,8%	100,0%
K - Activités financières et d'assurance	17,1%	82,9%	100,0%
L - Activités immobilières	29,0%	71,0%	100,0%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	19,2%	80,8%	100,0%
N - Activités de services administratifs et de soutien	20,6%	79,4%	100,0%
O - Administration publique	14,6%	85,4%	100,0%
P - Enseignement (privé)	32,8%	67,2%	100,0%
Q - Santé humaine et action sociale	31,9%	68,1%	100,0%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	43,1%	56,9%	100,0%
S - Autres activités de services	48,3%	51,7%	100,0%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	30,1%	69,9%	100,0%
U - Activités extra-territoriales	13,0%	87,0%	100,0%
Z - Non déterminé	58,9%	41,1%	100,0%

Tableau 8 - Recrutements de main-d'œuvre salariée non intérimaire selon le secteur d'activité et la rémunération au voisinage du salaire social minimum (janvier 2024 - janvier 2025) - partie 3

	Emplois salariés hors intérimaires en janvier 2025			% du secteur dans l'emploi salarié hors intérimaire en janvier 2025	
	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM	Total	Au voisinage du SSM	Supérieur au SSM
A - Agriculture, sylviculture et pêche	680	940	1 620	0,9%	0,2%
B - Industries extractives	20	230	250	0,0%	0,1%
C - Industrie manufacturière	4 080	26 770	30 850	5,7%	6,4%
D - Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné	50	1 920	1 970	0,1%	0,5%
E - Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution	200	1 960	2 160	0,3%	0,5%
F - Construction	6 970	40 400	47 370	9,7%	9,7%
G - Commerce, réparation d'automobiles et de motocycles	17 350	35 270	52 620	24,2%	8,5%
H - Transports et entreposage	6 080	28 440	34 520	8,5%	6,8%
I - Hébergement et restauration	11 510	11 570	23 080	16,0%	2,8%
J - Information et communication	1 310	20 950	22 260	1,8%	5,0%
K - Activités financières et d'assurance	1 200	53 370	54 570	1,7%	12,9%
L - Activités immobilières	530	2 700	3 230	0,7%	0,7%
M - Activités spécialisées, scientifiques et techniques	2 900	46 810	49 710	4,0%	11,3%
N - Activités de services administratifs et de soutien	3 430	24 830	28 260	4,8%	6,0%
O - Administration publique	1 510	57 500	59 010	2,1%	13,8%
P - Enseignement (privé)	450	5 810	6 260	0,6%	1,4%
Q - Santé humaine et action sociale	7 760	42 320	50 080	10,8%	10,2%
R - Arts, spectacles et activités récréatives	580	2 490	3 070	0,8%	0,6%
S - Autres activités de services	2 400	5 110	7 510	3,3%	1,2%
T - Activités des ménages en tant qu'employeurs ou producteurs	1 020	4 330	5 350	1,4%	1,0%
U - Activités extra-territoriales	30	800	830	0,0%	0,2%
Z - Non déterminé	1 770	720	2 490	2,5%	0,2%
Total	71 830	415 240	487 070	100,0%	100,0%